

de la PAUVRETE en AFRIQUE

Pauvreté chronique au Niger

Perceptions, stratégies et questions émergentes

PAR

BARA GUEYE, BOUREIMA ALPHA GADO
SEYNI HAMA, MOUHAMADOU SALL



CREDIT : KAMIKAZ PHOTOS

de la PAUVRETÉ
en AFRIQUEPauvreté chronique
au Niger

S O M M A I R E

Résumé	3
Introduction	5
I. Présentation du Niger	5
II. Perspectives de la pauvreté au Niger	5
2.1. La pauvreté dans l'imaginaire populaire	6
2.2. Niveau de dynamique de la pauvreté au Niger	9
2.3. Typologies et caractéristiques des pauvres chroniques	12
III. Les causes de la pauvreté chronique	15
3.1. Les causes structurelles	16
3.2. Les causes conjoncturelles	19
IV. Les réponses actuelles	20
4.1. Les réponses politiques	20
4.2. Les réponses communautaires	22
4.3. Changements structurels de comportement apportés par la pauvreté chronique	24
V. Implications politiques	26
5.1. Une meilleure prise en compte des stratégies locales dans les politiques nationales	26
5.2. Améliorer les systèmes d'alerte précoce	26
VI. Axes de recherche et/ou de plaidoyer	30
Conclusion	31

Partenaires du programme Afrique de l'Ouest	31

PAUVRETE CHRONIQUE **AU NIGER**

PERCEPTIONS, STRATEGIES ET QUESTIONS EMERGENTES

PAR **BARA GUEYE, BOUREIMA ALPHA GADO, SEYNI HAMA, MOUHAMADOU SALL**

RESUME

Ce papier tente de dresser le profil de la pauvreté chronique au Niger, d'en comprendre les principaux facteurs, d'identifier les réponses politiques et communautaires et de proposer des axes de réflexion qui pourraient alimenter un travail futur sur la même problématique au Niger. Le choix du Niger pour lancer cette première étude dans le cadre du CPRC est d'autant plus justifié que ce pays a été classé dernier dans le classement IDH de 2004.

Plusieurs études sur la pauvreté ont été menées au Niger, et celles-ci renseignent sur l'étendue et le caractère multidimensionnel de la pauvreté, illustrée entre autres par la richesse du vocabulaire local et des différentes interprétations qu'ont les populations des différentes situations de pauvreté. Un ensemble de facteurs tels que la récurrence de problèmes climatiques, les réalités socioculturelles avec l'exclusion de certains groupes, les problèmes relatifs à un contexte politique et économique international défavorable, interagissent pour maintenir plus de 80% de la population rurale du Niger dans une situation de pauvreté extrême.

Toutefois, on observe encore des vides importants en termes de connaissance de la pauvreté chronique, du fait d'un manque de données de panel de qualité. Or de telles données contribueraient à avoir une meilleure idée de la dynamique de la pauvreté au Niger et permettre ainsi aux décideurs de mettre en place des politiques plus ciblées en faveur des groupes les plus vulnérables. Aujourd'hui la plupart des politiques et programmes dits de lutte contre la pauvreté s'appuient sur une catégorisation des populations à partir de critères de vulnérabilité. Cette notion prend toute son importance dans un pays soumis à de très forts aléas climatiques et connaît une grave crise alimentaire tous les 15 ou 20 ans, entrecoupées de crises de moindre ampleur mais fréquentes. Mais une meilleure compréhension des liens entre pauvreté chronique et vulnérabilité pourrait aider à améliorer l'efficacité de tels programmes.

L'étude a également montré les fortes capacités de résilience des communautés rurales pauvres qui

développent des stratégies de réponses variées et adaptées à chaque situation de crise. Toutefois, la persistance de la pauvreté a fait apparaître de nouveaux comportements orientés vers une individualisation de plus en plus poussée des réponses communautaires et une déstructuration de certains systèmes de solidarité communautaire. Il serait intéressant, dans le cadre d'études plus poussées de voir si ces phénomènes sont passagers ou alors s'ils sont en train de structurer une nouvelle dynamique locale.

Aujourd'hui, il apparaît que pour faire face de façon durable à la pauvreté chronique, il faut aller au-delà des dispositifs de gestion de crises en mettant en place des réponses plus structurelles portant entre autres sur la mise en place de mécanismes pour faciliter l'accès aux biens capitaux comme la terre et la technologie, l'initiation de systèmes de protection sociale adaptés aux besoins des pauvres, une politique agricole dont le moteur est l'exploitation familiale rurale.

Mais, une mise en œuvre efficace de telles politiques suppose une bonne connaissance de la dynamique de la pauvreté au Niger. Dans cette perspective, cette revue propose un certain nombre d'axes de travail :

- Pour faciliter l'ancrage de la recherche dans les politiques en cours, il est proposé de constituer des données de panels sur la pauvreté chronique dans un ou plusieurs sites pilotes où des programmes de lutte contre la vulnérabilité ont été conduits afin de voir l'impact de ces programmes dans la réduction de la pauvreté chronique ;

- Conduire une recherche action et stimuler le dialogue politique sur les mécanismes de protection sociale à mettre en place au Niger pour permettre aux populations les plus vulnérables de pouvoir faire face aux chocs consécutifs aux crises récurrentes qui se produisent dans le pays ;

- Documenter les bonnes pratiques de lutte contre la pauvreté développées à l'échelle communautaire et réfléchir sur des mécanismes à mettre en place pour que ces bonnes pratiques informent les politiques et soient institutionnalisées.

L'économie ouest africaine dépend essentiellement de l'agriculture qui contribue pour 30 à 50% du PIB et représente la plus importante source de revenus pour 70 à 80% de la population. Dans la plupart des pays, la part de l'agriculture dans la structure de l'économie n'a cessé d'augmenter au cours des 15 dernières années. Mais l'Afrique de l'Ouest fait partie des régions les plus pauvres au monde où la pauvreté est quasi endémique. Le revenu per capita en 2000 était inférieur à 400 US\$ pour 10 des 15 pays qui composent cette région. La proportion de personnes vivant avec moins d'un dollar par jour variait de 15% au Sénégal à plus de 60% au Burkina Faso, Niger, Sierra Leone et Togo. En outre, le taux élevé d'analphabétisme, la mortalité maternelle et infantile et l'incidence du VIH/SIDA renseignent également sur l'étendue de la pauvreté avec une large proportion de la population étant dans une situation de pauvreté chronique. (Mongbo, R.). Malgré cette situation de précarité, la population totale n'a cessé d'accroître et la région a encore aujourd'hui des taux de fécondité très élevés. En outre, la sous-région sahélienne fait face depuis plus d'un demi siècle, à un déficit pluviométrique chronique ayant entraîné une baisse de 20 à 30% des précipitations dans la période 1930-1990, augmentant ainsi la pression sur les terres fertiles qui se raréfient de plus en plus. Cette géographie hostile, conjuguée à des politiques agricoles instables et mal adaptées se sont traduites par une baisse de la performance du secteur agricole,



poumon de l'économie régionale. C'est ainsi qu'on a noté une baisse des rendements de la production céréalière par tête, surtout dans les pays sahéliens : -1,2% Nigeria, -41,2% au Sénégal et -24,2% au Niger (Toumin et Guèye, 2003).

Mais ce tableau d'ensemble cache des disparités souvent importantes entre les différents pays. En effet, certains pays sahéliens comme le Niger font face à des contraintes naturelles particulières qui accentuent considérablement la vulnérabilité des populations. La crise alimentaire qui a encore frappé le pays en 2005, et qui est venue s'ajouter à une longue liste de crises similaires qu'a connues le pays depuis plus d'un siècle, en est une parfaite illustration. Il est vrai que le caractère spectaculaire de la crise actuelle est en grande partie due à sa sur-médiatisation au point de faire oublier que cette situation que vit actuellement le Niger n'est ni nouvelle ni spécifique, même si l'ampleur qu'elle a prise dans ce pays est sans commune mesure avec celle de la crise qu'a connue au même moment le Mali, pays voisin.

Les crises alimentaires qui surviennent de façon assez récurrente en Afrique de l'Ouest et dans la zone Sahel en particulier ne sont pas le fruit du hasard. Il existe des causes d'ordre structurel dont la non maîtrise explique en grande partie la vulnérabilité chronique et le faible degré de résilience de certaines populations locales. Il s'avère par conséquent, indispensable de mettre en place des approches et méthodes pour une bonne compréhension des causes de la pauvreté et de vulnérabilité chroniques, leurs caractéristiques et leurs dynamiques, les réponses politiques et communautaires aux fins de proposer des stratégies durables d'anticipation et de renforcement des moyens et modes de vies durables des populations. C'est dans cette perspective que s'inscrit la présente étude de cas, qui saisit le prétexte de la crise alimentaire qui sévit actuellement au Niger pour proposer des pistes de réflexion à ces différents axes.



CREDIT : KAMIKAZ PHOTOS

I. Présentation du Niger

Le Niger est un pays vaste avec une superficie de 1.267.000 km² pour une population de 11, 8 millions d'habitants (Banque Mondiale, 2004). Il est situé en pleine région sahélienne, sans accès direct à la mer, et avec la plus grande partie du territoire occupée par le désert. Ainsi les $\frac{3}{4}$ de la population vivent sur 25% du territoire et les terres cultivables ne représentent que 12% de la superficie totale du pays. Au cours de la décennie 1990-2000, le secteur rural a occupé plus de 83 % de la population. Il produit environ 41% du produit intérieur brut (PIB) dont 27 % proviennent de l'agriculture, 10 % de l'élevage et 4 % de la pêche et des forêts. Elle contribue pour 31% aux recettes d'exploitation, c'est-à-dire presque autant que le secteur de l'uranium (32%). Le Niger est un pays où les systèmes de production sont traditionnels et sont axés sur une association entre l'agriculture principalement céréalière et auto-consommée, et un système pastoral variable selon le type de transhumance.

L'augmentation du poids relatif des activités rurales dans la formation de la richesse nationale résulte essentiellement de l'accroissement de la part des productions agricoles, qui passe de 20% à 27% du PIB total entre 1990 et 2001, tandis que les parts de l'élevage et de l'ensemble " pêche et forêt " restent constantes (République du Niger, 2003). Les données de la DSCN font état d'une création de richesses par

habitant en zones rurales 5 fois plus faible qu'en milieu urbain. C'est ce qui fait dire à certains que la " ruralisation " de l'économie nigérienne se renforce de plus en plus. Cependant, du fait de la prédominance des cultures pluviales, cette position est soumise à des fluctuations certaines. A titre d'illustration, entre 1975 et 1995 par exemple, la variation annuelle moyenne de la production de céréales a été de 22 % (Seyni et Abdoulaye, opcit). La production agricole par tête a baissé de 21% au cours de la période 1930-2000 alors qu'en même temps le pays connaît l'un des taux de croissance démographique les plus élevés du monde avec 3,3%. Un tel niveau d'accroissement entraînera un doublement de la population tous les 22 ans.

L'évolution économique du pays peut être découpée en trois phases. La première, qui va de 1975 à 1983 est caractérisée par une croissance économique due principalement aux retombées du commerce de l'uranium. La seconde est caractérisée par une contraction économique qui a justifié la mise du pays sous ajustement structurel. Elle va de 1984 à 1990. Enfin, la troisième phase considérée comme celle du " renforcement de l'ajustement de l'économie " a débuté en 1991 et se poursuit encore aujourd'hui. C'est dans cette phase caractérisée aussi par une certaine instabilité économique que les gouvernants vont initier le Programme Cadre de Lutte Contre la Pauvreté (PCLCP).

II. Perceptions de la pauvreté au Niger

Bien que la pauvreté soit habituellement mesurée en termes monétaires, elle possède de nombreux autres aspects. La pauvreté n'est pas seulement liée au manque de revenus ou de consommation, mais aussi à des performances insuffisantes en matière de santé, d'alimentation et d'alphabétisation, à des déficiences de relations sociales, à l'insécurité, à une faible estime de soi-même et à un sentiment d'impuissance. Dans certains cas, les outils développés pour la mesure de la pauvreté monétaire peuvent s'appliquer aux indicateurs non monétaires du bien-être (Coudouel et al.,?). Au Niger, la pauvreté est un phénomène multidimensionnel et complexe. C'est pourquoi, il est difficile de lui donner une définition fixe et unique.

D'après l'état des lieux actuel, la pauvreté peut être définie comme la détérioration du pouvoir d'achat et des conditions de vie des populations résultant principalement de l'absence de croissance économique due au déséquilibre structurel permanent entre la croissance moyenne faible du PIB et celle de la population ; l'absence du développement des secteurs

et des facteurs productifs, notamment le blocage du développement rural qui tient lieu de secteur moteur de l'économie, la dégradation des ressources naturelles, la modicité et le recul du crédit à l'économie, le faible accès de la majorité de la population aux capacités de gouvernance (ces faiblesses étant beaucoup plus importantes à la base au niveau des communautés locales rurales et urbaines). La pauvreté se traduit aussi par l'absence de revenu adéquat (pauvreté monétaire) pour faire face aux besoins fondamentaux minimaux en matière de nutrition, de sécurité alimentaire, de santé, d'éducation et de l'accès aux infrastructures de base. Elle renvoie également par un manque d'opportunités de participer à la vie sociale et économique. Au total, la pauvreté est un état de dénuement individuel ou collectif qui place l'homme dans une situation de manque ou d'insatisfaction de ses besoins vitaux essentiels. Au Niger, où la plupart des facteurs de pauvreté sont endémiques, et où les crises dues à des catastrophes naturelles (sécheresse, attaque des criquets,) sont récurrentes, la pauvreté et la vulnérabilité sont étroitement liées.

Pauvreté et vulnérabilité

Pauvreté et vulnérabilité sont deux concepts qui vont de pair dans l'imaginaire populaire nigérien, car l'état de vulnérabilité est souvent perçu au Niger comme une passerelle vers la pauvreté. Au cours d'enquêtes réalisées dans les quartiers pauvres de Niamey, les ménages ont été recensés et classifiés par niveaux de vulnérabilité définis par un échantillon de chefs de ménage. Sont considérés comme vulnérables les chefs de ménage qui n'ont pas leur propre habitation ; et ceux qui ne peuvent pas subvenir aux besoins alimentaires et sanitaires de leurs familles et qui sont obligés de travailler pour les autres.

Source : Seeda, 2004 :2

2.1. LA PAUVRETE DANS L'IMAGINAIRE POPULAIRE

Une enquête consistant à évaluer la pauvreté par une méthodologie qualitative et participative a été conduite en juin 2001 dans quelques villages du pays. Il ressort de l'analyse des données recueillies auprès des 1363 personnes interrogées que la pauvreté était perçue à travers plusieurs dimensions ou plutôt qu'elle se manifestait à travers les formes suivantes : dépen-

dance, marginalisation, rareté, restriction des droits et des libertés et incapacité à prendre des décisions. La perception de la pauvreté n'est cependant pas uniforme. C'est un phénomène perçu différemment en fonction du lieu, de la période, de la catégorie sociale et/ou de la position sociale occupée (Oduro et Aryee, 2003). Mais, comme le montre le tableau 1, quelque soit le groupe, la pauvreté, renvoie essentiellement à un état de manque. (Cf. tableau 1)

Tableau 1 : Perception de la pauvreté selon les catégories sociales à Kaou

Selon les structures clés étatiques	- manque des moyens de subsistance
Selon les ONG et projets	- manque des stocks alimentaires ; - manque d'animaux ;
Selon les chefs traditionnels	- manque des stocks alimentaires ; - manque d'animaux ; - manque d'argent ; - manque d'habillement
Selon les élus locaux	- manque des stocks alimentaires ; - manque d'animaux ; - manque d'habillement
Selon les groupements féminins	- manque des stocks alimentaires ; - manque d'animaux ; - manque d'habillement
Selon les associations de jeunes	- manque des stocks alimentaires ; - manque d'animaux ; - manque d'enfants
Selon les agriculteurs	- manque des stocks alimentaires ; - manque d'animaux ; - manque d'enfants
Selon les éleveurs	- manque des stocks alimentaires ; - manque d'animaux ; - manque d'enfants

Source : Amadou et Aboubacar (2005)

Dans cet état de manque, trois ressources sont communément citées : les ressources alimentaires, la main d'œuvre à travers le nombre d'enfants, et les animaux. Cette perception de la pauvreté cadre avec les définitions institutionnelles qui la perçoivent sous l'angle de manque et/ou d'indisponibilité de ressources indispensables pour satisfaire les besoins essentiels ; c'est à dire, une situation dans laquelle la majorité de la population vit avec un bas niveau de revenus ne permettant pas de satisfaire leurs besoins et dans laquelle les ressources disponibles dans l'économie, même si elles sont équitablement distribuées, sont à peine suffisantes pour subvenir aux besoins essentiels de la population, et ce, de façon soutenable. (UNCTAD in Oduro et Aryee, *op. cit.*).

Selon le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), «la pauvreté représente une situation d'incapacité (manque de compétence) de profiter des divers aspects de la vie, comme vivre sainement et longtemps, avoir accès à l'éducation de son choix, disposer de ressources économiques suffisantes et participer pleinement à la vie de la société.» (PNUD in Seeda, 2005 :1). Dans une perspective d'enrichissement du concept, la Banque mondiale a étendu le concept de pauvreté pour englober tout ce qui est relatif à une situation de risque et de vulnérabilité et à tout ce qui est absence d'expression et de pouvoir (Seeda, 2005 : 2).

Il ressort de ces deux contenus que la pauvreté n'est pas, ou plutôt n'est plus seulement un état de dénuement matériel, mais elle serait à la fois :

- un état de dénuement matériel marqué par l'absence de ressources suffisantes ;
- un état incapacitant, d'un point de vue physique, sanitaire et intellectuel ne permettant pas à l'individu d'exploiter les opportunités qui s'offrent à lui ;
- un état d'exclusion découlant d'une impossibilité de participer à la vie de son groupe et/ou de la société et d'une impossibilité à s'exprimer ;
- un état de vulnérabilité face à une situation de risque dans laquelle baigne en permanence l'individu (Seeda, 2005 : 2 *op. cit.*).

Cette perception de la pauvreté rejoint celle qui est présente dans la littérature orale des Songhay-Zarma. Dans celle-ci, il y a une «représentation analytique» de la pauvreté à travers trois états de manque : le *haraay* ou manque de vivres ; le *banji* ou manque de vêtement ; le *moori* ou manque d'argent (Mounkaïla in Seeda 2005 : 2).

Dans sa rubrique intitulée «A l'écoute», le journal *Seeda* (2005 : 2 *op. cit.*) a voulu revisiter les concepts traditionnels de la pauvreté. Pour cela, il s'est mis à l'écoute des personnes âgées. Pour l'une d'entre elles, Godja ma Hé du village de Simiri ko dans le canton de Simiri/Ouallam, il y a plusieurs états de pauvreté dont la pauvreté d'esprit mais c'est plutôt la pauvreté matérielle qui est plus référencée aujourd'hui. Selon Godja ma Hé, elle est surtout symbolisée par l'aspect vestimentaire mais elle serait caractérisée par un état total de dénuement matériel qui inclurait un manque de champs, d'animaux et d'argent. Cet état total de dénuement est désigné dans la terminologie populaire par *talakataray*. Celui qui vit dans le *talakataray* est un *talakata*. Ce concept a connu une certaine dynamique. Ainsi, historiquement, le *talakata* était une personne ne bénéficiant pas de considération de la part de ses concitoyens qui ne l'associaient pas au processus de prise de décisions. Selon Jean-Pierre Olivier de Sardan (1982 in Seeda 2005), le concept de *talakata*, intègre les notions de roturier, de sujet et d'indigent. Mais, il précise que c'est la notion d'indigent qui est davantage associée au concept. Le *talakata* est aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain, un «sans argent». La monétarisation des échanges de biens et services et le rôle accru de l'argent dans la structuration et la renégociation des rapports sociaux a pesé beaucoup dans ce glissement sémantique.

A côté du *talaka*, existent deux autres concepts qui expriment aussi des états de pauvreté : le *miskini*, et le *alfakaru*. Le *alfakaru* renvoie au commun des pauvres alors que le *miskini*, en plus d'être indigent, possède un handicap physique, mental ou moral. (Cf. tableau 2)



CREDIT : KAMIKAZ PHOTOS

Tableau 2 : Définition de la pauvreté en milieu Zarma-Songhaï

Terminologie en langue Zarma-Songhaï du Niger	Signification	Critères d'identification	Typologie selon la sévérité
Talka bi Miskini	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Très pauvre ▶ Extrême pauvreté ▶ Pauvre parmi les pauvres 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Est à la charge d'un parent ▶ Vit le plus souvent de salariat agricole ▶ Ne peut pas travailler la terre par ses propres moyens ▶ Vit souvent seul sans femme ni enfants ▶ Sujet passif sans voix ni pouvoir 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Pauvreté absolue et chronique
Talaka	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Pauvre 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Récolte moins de 50 bottes de mil ▶ Ne possède aucun animal ▶ Paysan sans terre 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Pauvreté chronique avec cependant de faibles possibilités de remonter la pente (après une bonne récolte, il peut commencer à reconstituer son capital)
Alfakaru	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Relativement pauvre ▶ Simple citoyen ▶ Ni pauvre ni riche 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Peut récolter entre 50 et 200 bottes de mil ▶ Peut nourrir sa famille grâce à ses stratégies de survie ▶ Utilise de temps en temps la main-d'œuvre agricole ▶ Peut posséder une charrette ▶ Possède un lopin de terre 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Pauvreté conjoncturelle ou transitoire

Source : Seeda : 2005 : 1

Toutefois, comme le souligne Oduro et al. (*op. cit.*), la pauvreté extrême et la pauvreté chronique renvoient à deux réalités différentes. Alors que le premier terme renseigne sur la sévérité de la pauvreté, le second fait plutôt référence à sa persistance et concerne ceux qui sont toujours pauvres, c'est-à-dire ceux dont le niveau de pauvreté est, en toutes périodes, situé en-dessous d'une ligne de pauvreté donnée ou alors ceux qui sont habituellement pauvres, avec une pauvreté moyenne inférieure à cette même ligne de pauvreté, mais qui peuvent se trouver en certaines périodes au-dessus de cette ligne (CPRC, 2004).

Par conséquent, un individu ou un ménage qui vivent une situation de pauvreté extrême pendant une courte période, peuvent ne pas être considérés comme chroniquement pauvres. Mais les deux états peuvent se trouver en même temps chez le même individu. Dans le cas du Niger, où les populations vivent de façon cyclique des crises sévères, ces dernières agissent souvent comme des amplificateurs d'une situation de pauvreté déjà chronique et ajoutent ainsi à la persistance de la crise un surcroît de sévérité. Dans la classification vernaculaire citée dans le tableau ci-dessus, les *talka bi* et les *miskini* vivent

assez souvent une association entre chronicité et sévérité.

Mais il est également important de distinguer la pauvreté d'un certain nombre d'autres termes couramment utilisés comme la privation, l'exclusion et la vulnérabilité qui renvoient à des réalités plus précises. La privation renvoie à la fois à une perte de choses nécessaires ou même d'un droit, alors que la vulnérabilité est souvent définie comme le risque ou la probabilité de devenir pauvre. Par contre l'exclusion résulte le plus souvent d'un rapport de force qui empêche un groupe ou une personne dans la communauté de jouir de certains droits.

CONCLUSION PARTIELLE

On perçoit à travers les définitions conventionnelles et la perception des populations que la pauvreté au Niger est un phénomène multidimensionnel, illustré par la diversité des termes utilisés dans le vocabulaire local pour caractériser les différents états de manque. Il faut cependant souligner que les différentes terminologies utilisées font rarement cas de la pauvreté chronique. Evidemment, l'identification des groupes vivant dans une situation de pauvreté chronique est assez complexe et nécessite un dispositif d'observation longitudinal qui fait actuellement défaut. La nécessité de ne pas réduire la pauvreté chronique à certains indicateurs qui lui sont associés, comme la vulnérabilité, découle du fait qu'une bonne compréhension de la dynamique de la pauvreté chronique peut permettre la mise en place de politiques et programmes de lutte contre la pauvreté mieux adaptés aux besoins des groupes vivant dans la pauvreté sur une longue période.

2.2. NIVEAU ET DYNAMIQUE DE LA PAUVRETE AU NIGER

Le Niger est l'un des pays les plus pauvres d'Afrique de l'Ouest. Sur le plan économique, la performance globale de l'économie est très faible. Pendant la majeure partie des deux dernières décennies, la croissance du PIB a été inférieure à celle de la population. Le PIB annuel par habitant est estimé à 172 \$US, ce qui place le Niger au 161^e rang sur 162 pays. Entre 1990 et 2000, le PIB réel par habitant a baissé de 1,4 % par an, ce qui permet de conclure que la pauvreté monétaire s'est étendue et accentuée. Le pourcentage de personnes vivant avec moins d'un dollar US par jour est estimé à 74,4 %, soit trois personnes sur quatre.

Lorsque l'on retient comme ligne de pauvreté, le fait de vivre avec moins de 2 \$ US par jour, la proportion de personnes atteint 91,8 % de la population, dépassant tous les pays d'Afrique de l'Ouest, exceptés la Guinée Bissau (92,9 %) et le Tchad (93,7 %)(Oduro et Aryee, *op. cit.*).

D'après des estimations effectuées en 1996, les deux tiers de la population étaient «pauvres» et un tiers «extrêmement pauvre». La place occupée par le Niger dans le classement des pays selon le niveau de l'Indice de développement humain (IDH) renseigne sur l'économie du pays et sur le bien-être de ses populations. En 1999, il était classé 173^e sur les 174 pays retenus. A cette date, il était en cessation de paiement et avait été éligible sur la liste des Pays pauvres très endettés (Seyni et Abdoulaye, *op. cit.*). La situation ne s'est pas améliorée aujourd'hui, car le dernier classement IDH de 2004 place le pays au dernier rang.

D'une façon globale, plusieurs indicateurs sont utilisés pour mesurer la pauvreté au Niger et cela, en rapport avec les quatre principales approches : monétaire, besoins essentiels, capacités ou opportunités et exclusion sociale (Brilleau, 2003 : 26). Ces différentes approches aboutissent à la détermination d'indicateurs simples⁽¹⁾ et complexes ou synthétiques. Plusieurs de ces indicateurs sont simultanément utilisés au Niger pour cerner le phénomène de pauvreté⁽²⁾. Pour Seyni et Abdoulaye (*op. cit.*), la mesure de la pauvreté, au plan officiel, se fonde généralement sur l'utilisation de deux indicateurs. Le premier est déterminé à travers les enquêtes budget-consommation du Programme africain de mise en place d'un dispositif d'enquête auprès des ménages (PADEM). Les enquêtes qui datent de plus de dix ans déjà se sont déroulées en deux étapes : entre 1989 et 1990 pour la partie urbaine et entre 1992 et 1993 pour la partie rurale. Il en ressort des seuils de pauvreté de 75 000 FCFA/personne/an⁽³⁾ en milieu urbain contre 50 000 F CFA/personne/an en milieu rural, et d'extrême pauvreté de 50 000 F CFA/personne/an en milieu urbain et 35 000 F CFA/personne/an en milieu rural. Sur la base de ces différents chiffres, 63 % de la population nigérienne est pauvre et 34 % est extrêmement pauvre. L'examen de la situation de la pauvreté selon le lieu de résidence fait apparaître par ailleurs qu'il s'agit d'un phénomène essentiellement rural, avec 86 % des pauvres qui vivent en milieu rural parmi lesquels 36 % sont considérés comme extrêmement pauvres (Tableau 3).

Le second indicateur est déterminé à travers les enquêtes et études du PNUD dans le cadre du

(1) Les indicateurs simples les plus utilisés au Niger se rapportent aux mesures monétaires et à celle des besoins essentiels et du développement social, de la vulnérabilité et de participation à la vie sociale.

(2) Il s'agit notamment des indicateurs relatifs à la pauvreté monétaire et celle dans les conditions de vie des populations. Ces indicateurs sont pour la plupart pris en compte dans les indicateurs synthétiques que l'on retrouve au niveau national.

(3) 1 00FCFA = 0,1524 euros.

Tableau 3 : Indices de pauvreté et contribution à la pauvreté par lieu de résidence

	Population %	Indice de pauvreté			Contribution à la pauvreté nationale	Nombre de pauvres
		P ₀	P ₁	P ₂		
Milieu urbain	16,6	0,52	0,181	0,084	13,65	714 00
Niamey	5,94	0,42	0,134	0,06	3,95	207 000
Autres villes	10,65	0,58	0,207	0,098	9,7	507 000
Milieu rural	83,40	0,66	0,225	0,104	86,35	4 514 000
Niger	100	0,63	0,217	0,101	100	5 228 000

P0 : Incidence de la pauvreté

P1 : Profondeur de la pauvreté

P2 : Degré de gravité de la pauvreté

Source : ENBC (1993). In Seyni et Abdoulaye (op. cit.)

Rapport national sur le développement humain (RNDH). D'après cet indicateur, l'Indice de pauvreté humaine (IPH) du Niger est passé de 64,31% en 1997, 66,73 % en 1998 et 62,16 % en 1999 (Niger [République du], 2003) ; situation qui traduit dans tous les cas de figure que plus de la moitié des Nigériens est pauvre. L'examen de l'Indice sexo spécifique de développement humain (ISDH) montre par ailleurs que la pauvreté touche beaucoup plus les femmes. Cet indice révèle un écart de 23 à 727 entre les revenus des hommes et les femmes pour une moyenne nationale de 175.

Le DSRP fait état de discrimination à l'égard des femmes. Cette discrimination s'explique par l'importance des écarts qui existent entre le niveau des revenus et le taux d'alphabétisation des hommes et des femmes. En effet, alors que le revenu des hommes se situe entre 1028 dollars PPA et 1408 dollars PPA, celui des femmes n'atteint pas 800 dollars PPA dans les trois zones indiquées. Quant aux écarts d'alphabétisation entre les hommes et les femmes, ils sont aussi importants dans ces trois zones. (Niger, [République du], 2002 : 35).

L'examen de certains indicateurs pousse à penser que la pauvreté n'est pas en train de se résorber et que, au contraire, elle est en train de s'accroître. Certes le

PNB par habitant est à lui seul insuffisant pour rendre compte de la dynamique de la pauvreté mais son évolution permet d'entrevoir le processus de précarisation économique dans le pays. Le PNB par habitant a véritablement chuté, passant de 310 \$ US en 1990 à 180 \$ US en 2000, au moment où un pays voisin comme le Bénin passait dans la même période de 360 \$ US à 380 \$ US. (Cf. tableau 4).

Tableau 4 : Evolution de l'IPH (%) de 1997 à 2000⁽⁴⁾

Année	1997	1998	1999	2000
IPH	64,31	66,73	62,16	62,61

Source : Niger [République du], 2003.

Dans les années 1990, certains des indicateurs de santé se sont détériorés. Le pays possède une espérance de vie à la naissance de 46 ans, la plus faible au monde pour une moyenne en Afrique de l'Ouest oscillant entre 49 ans pour les hommes et 50,3 ans pour les femmes (Oduro et aryee, opcit). Cette faiblesse de l'espérance de vie à la naissance

(4) Les données brutes correspondent aux dépenses des ménages issus de l'enquête permanente de conjoncture économique et sociale (EPCES, 1995). Celles-ci ont été redressées et calées sur le PIB à partir des indices de prix à la consommation régionaux (IRPC). Pour la méthode confère RNDH 2000 page 108-109.

s'explique par le niveau élevé de mortalités particulières comme la mortalité infantile et la mortalité maternelle. Le niveau de la mortalité maternelle, exprimée en nombre de décès maternels pour 100.000 naissances qui s'élève à 1600 décès, est le double de celui du Nigeria voisin (800), le triple de celui du Ghana et de la Gambie (540) et exactement le centuple d'un pays d'Europe de l'Est comme la Hongrie (16). Ce niveau de la mortalité maternelle témoigne aussi de la précarité des conditions économiques, sociales et sanitaires du pays. Cette situation est renforcée par le taux de fécondité particulièrement élevé qui est de 7 enfants par femme, le plus élevé au monde.

Concernant la mortalité infantile, le rapport sur l'Etat de la Population Mondiale de 2004, publié par le

FNUAP fait apparaître qu'à l'exception des deux pays fragilisés et désarticulés par la guerre que sont la Sierra Leone (177/1000) et le Liberia (147/1000), le Niger possède donc le niveau de mortalité le plus élevé de l'Afrique de l'Ouest. Par ailleurs, la proportion des enfants malnutris a grimpé, passant de 32 % en 1992 à 40 % en 2000. Or la mortalité et la malnutrition des enfants sont également des indicateurs pertinents de mesure de la pauvreté. Coudouel et al, 2003(ocpit) parlent " de pauvreté sanitaire et nutritionnelle ". En fait, c'est l'état de santé ainsi que l'état nutritionnel qui sont considérés comme des indicateurs de la pauvreté. C'est par induction qu'on ferait le lien entre un niveau de malnutrition sévère chez un individu et le niveau de pauvreté du ménage dans lequel il vit.

Tableau 5 : Evolution de l'IPH (%) de 1997 à 2000⁽⁴⁾

XXX	Revenu national par tête		% pauvreté extrême (moins 1\$US/jour)	Mortalité infantile (‰)	Accès à l'eau potable	Index Gini	IDH	
	1990	2000	2000	2000	2000	2000	2000	Rang
Bénin	360	380	17,8	17,8	83,8		0,420	158
Burkina Faso	290	230	61,6	61,6	91,8	55,1 (1998)	0,320	169
Côte d'Ivoire	780	660		35,6	84,2	36,7 (1995)	0,428	156
Gambie	320	330	35,6	71,6	119			160
Mali	270	240	71,6	74,4	124		0,414	164
Niger	310	180	74,4	15,1	130	50,5 (1995)	0,277	172
Sénégal	720	500	15,1	66,4	59	50,6 (1995)	0,431	154
Togo	530		66,4	47	78,2		0,493	141
Libéria		300	47					

Source : Oduro et Aryee, 2003, *op. cit.*

L'éducation constitue également un autre secteur dont l'état renseigne sur la pauvreté dans un pays car elle contribue à la création et au renforcement du capital humain indispensable pour promouvoir un développement durable. Avec un taux brut de scolarisation de 41,7 % en 2001/2002, le Niger fait partie des trois pays les moins scolarisés du monde. On note une très grande discrimination concernant l'accès des filles à l'éducation, malgré une évolution en hausse. Plusieurs

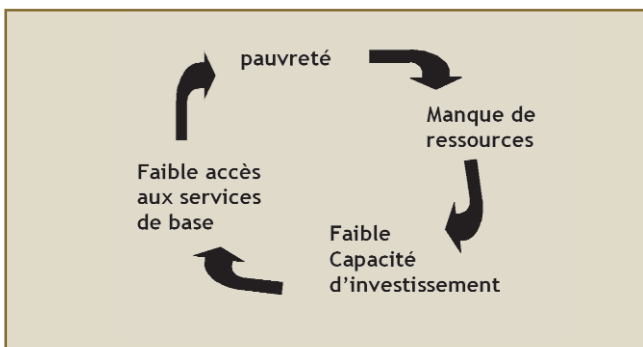
facteurs expliquent cette situation, à savoir les constructions socioculturelles (l'école est perçue comme un facteur acculturant) ; les pratiques traditionnelles néfastes tels que les mariages et grossesses précoces ; la division sexuelle du travail qui cantonne la jeune fille dans les tâches domestiques ; l'inégal accès des femmes aux moyens de production, dont la terre et le crédit (Niger, République du, 2003). Mais un facteur encore plus pernicieux, qui existe dans beaucoup de sociétés

rurales au Niger et ailleurs en Afrique de l'Ouest, et qui justifie le faible investissement consenti pour l'éducation des filles, concerne la conception selon laquelle la femme est une «étrangère» aussi bien chez ses parents - car elle est appelée un jour à rejoindre le domicile conjugal - que chez son mari où elle est considérée comme quelqu'un venu d'ailleurs.

En outre, lorsque l'on examine les statistiques de la Banque africaine de développement⁽⁵⁾, le taux d'analphabétisme du Niger est le plus élevé de l'Afrique de l'Ouest. En 2000, il était de 84 % contre 24 % pour le Cap Vert (le plus faible) et 76,1 % pour le Burkina Faso (le plus élevé derrière le Niger). Lorsque l'on analyse ce taux par sexe, le Niger détient aussi le record d'analphabétisme chez les femmes où il s'élevait en 2000 à 91,6 %, loin devant le Cameroun (30%), le Nigeria (44 %), le Sénégal (72,3 %), le Bénin (75,3%). C'est aussi, au regard de l'évolution du taux d'analphabétisme, le pays qui a consenti le moins d'efforts pour résorber le phénomène. Ainsi, lorsque le taux d'analphabétisme au Bénin voisin passait de 71,9% en 1990 à 59,7 % en 2000, celui du Niger passait pendant la même période de 88,4 % à 84,1 %.

Enfin, pour ce qui concerne l'accès à l'eau potable, seuls environ 59 % des ménages en bénéficiaient en 2000. Comme on le voit, quel que soit l'indicateur de mesure de la pauvreté que l'on choisit (proportion de la population vivant avec moins de 1 \$ US par jour, ou le nombre d'enfants mal nourris, la mortalité maternelle) la proportion de la population touchée au Niger est très importante. Malheureusement, l'amélioration des conditions d'accès aux services sociaux de base se heurte à la faible capacité d'investissement du pays. En effet, le taux d'investissement public par rapport au PIB est de 5,7 % en moyenne pour la période 1999-2003. Pour atteindre l'objectif de développement du millénaire de réduction de la pauvreté de 50 % à l'horizon 2015, des efforts beaucoup plus importants devront être déployés par l'Etat nigérien, mais celui-ci est pris dans un cercle vicieux (cf. fig.1) assez complexe.

Le cercle vicieux de la pauvreté au Niger



(5) Oduro A. D., Aryee I., 2002, op. cit, p. 9

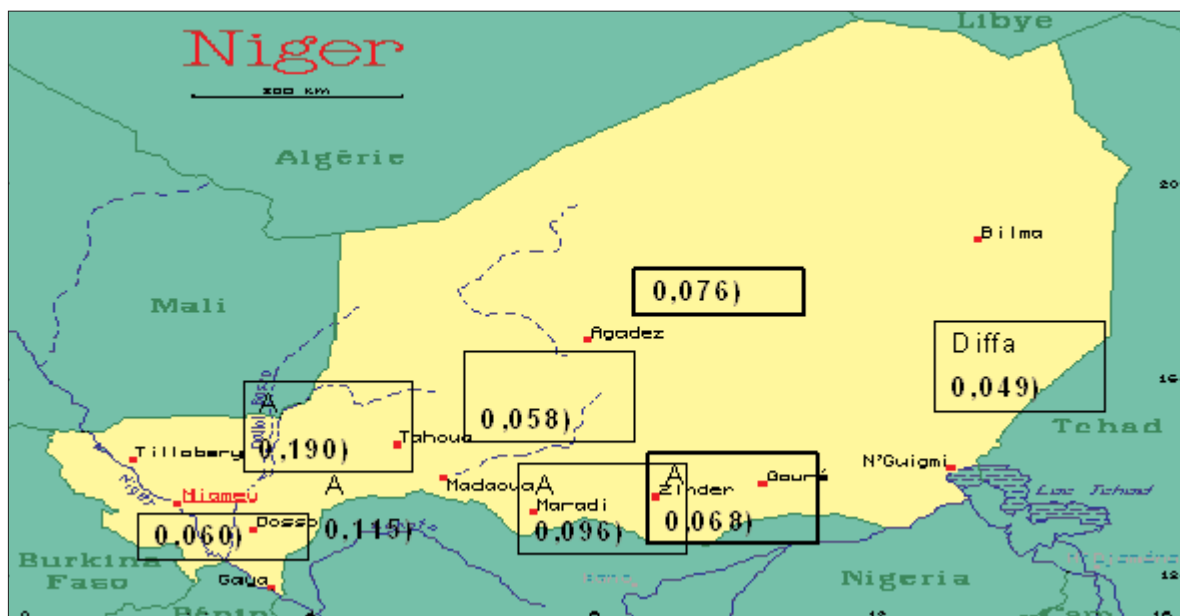
CONCLUSION PARTIELLE

Combien de personnes sont sorties de la pauvreté chronique au cours des dernières années ? Combien de personnes se sont appauvries ? A quelles catégories socioprofessionnelles ou à quelles zones géographiques appartiennent-elles ? Au Niger, comme dans la plupart des autres pays de la sous-région, les données disponibles ne permettent pas d'avoir une vision claire de la question de la mobilité des différents groupes situés au-dessus ou en-dessous du seuil de pauvreté. Or cet aspect de la dynamique de la pauvreté au Niger peut beaucoup renseigner sur l'efficacité des politiques et des stratégies développées par les populations pour faire face à la pauvreté chronique. Elle permet également d'orienter les mesures à mettre en place pour réajuster ces politiques. Cependant, si on se réfère aux perceptions qu'ont les pauvres eux-mêmes de leur situation, on se rend compte qu'il existe des facteurs structurels qui non seulement rendent souvent difficile un mouvement ascendant de sortie mais tendent plutôt à tirer d'autres groupes dans une situation de pauvreté chronique. Le faible accès aux services de base tels que l'éducation et la santé, l'exclusion sociale, les handicaps physiques, la faiblesse du capital humain, l'accès difficile à la terre, sont autant de facteurs qui agissent simultanément sur certaines catégories sociales et contribuent ainsi à les maintenir dans ou à les tirer vers une situation de pauvreté chronique. Un des objectifs de la recherche sur la pauvreté chronique au Niger devrait porter sur une meilleure compréhension de la dynamique de la pauvreté.

2.3. TYPOLOGIE ET CARACTERISTIQUES DES PAUVRES CHRONIQUES

Il faut toutefois noter que cette situation d'ensemble de la dynamique de la pauvreté cache des disparités régionales. En effet, les conditions climatiques, les potentialités locales disponibles et les types d'activités qui leur sont associées, le niveau d'accès aux services de base, sont autant de déterminants importants de la pauvreté, mais souvent inégalement réparties entre les différentes régions du Niger. Cette situation est reflétée dans la distribution spatiale de la pauvreté. (Cf. fig 2).

Distribution spatiale de la gravité de la pauvreté au Niger



Source : ONU, 2002.

Dans les différentes régions, la corrélation entre les critères de pauvreté chronique et certaines variables socio-économiques, met en évidence plusieurs groupes de pauvres chroniques. Deux études de l'ONG CARE International, menées dans les villages de Ouallam (département de Tillabery)⁽⁶⁾ et Madaoua (département de Tahoua) et réalisées chacune sur un échantillon de 403 ménages et 14 villages, mettaient en exergue les faits suivants :

- Pauvreté chronique et étendue du ménage sont inversement liées ; plus le ménage est petit plus il risque d'être pauvre, mais même si cette caractéristique ne semble pas spatialement stable (l'étude de l'arrondissement de Tillabéry met en évidence localement une tendance inverse) ; elle est confirmée par une étude menée au Mali voisin (Toumin et Guèye, 2003) qui révèle que dans les environnements à risque, vivre en grandes unités domestiques offre des avantages considérables. Par exemple, dans le village de Kala dans le centre du Mali, on associait les exploitations les plus grandes à une plus grande richesse en bétail (nombre de têtes par personne), à un meilleur accès au matériel agricole, ainsi qu'à une sécurité alimentaire accrue (quantité de récoltes par personne). La production et l'investissement en commun dans les grandes familles (24 personnes en moyenne) offraient des avantages non négligeables. Les familles nucléaires (huit personnes en moyenne) étaient beaucoup plus vulnérables aux risques et ne pouvaient bénéficier des économies d'échelle en matière

(6) Tillabery est le département où l'incidence de la pauvreté est le plus élevée au Niger)

de production, d'investissement et de diversification des revenus.

- Le nombre de «sous-unités domestiques» du ménage (nombre de sous-ménages) croît avec l'intensification des activités agricoles. Il semble que les activités agricoles les plus intégrées et les plus rémunératrices, sans doute également les plus consommatrices de main d'œuvre, conduisent à poursuivre les pratiques de «famille élargie».
- Le nombre d'enfants semble plus lié à l'intensification agricole (besoins de main d'œuvre). Les ménages les plus vulnérables en situation de pauvreté chronique, de plus petite taille, ont également moins d'enfants.
- Les ménages dirigés par une femme sont plus petits que ceux dirigés par un homme, ils sont également plus simples (moins de sous-unités), comportent moins d'enfants par adulte, sont plus dépendants (critère agrégé construit par cette étude) et ont des revenus par personne qui représentent 46% de ceux dirigés par des hommes. C'est donc l'un des facteurs très importants de pauvreté.
- Les ménages les moins vulnérables sont ceux qui comportent des émigrés les plus lointains (ce qui a également pour impact de renforcer leurs capacités d'apprentissage et d'innovation à terme. Ce sont également eux qui recourent le plus souvent à l'exode, et pour les durées les plus longues.
- Les superficies exploitées diminuent lorsque la pauvreté augmente, elles proviennent plus rarement d'héritages. Sans doute faut-il voir là l'un des moteurs

important de la «reproduction sociale de la pauvreté» (le fait que les enfants de pauvres sont beaucoup plus souvent pauvres, et le demeurent adultes, enfermant la pauvreté dans un cercle vicieux où la pauvreté produit la pauvreté et les perspectives «d'en sortir» sont ténues). C'est pourquoi, dans l'analyse de la transmission trans-générationnelle de la pauvreté, le faible contrôle ou accès aux ressources foncières et

compris délocalisée, et aux productions commercialisables, ce qui renforce encore ses pratiques vivrières, dont on sait qu'elles n'assurent souvent, aujourd'hui au Niger, que 4 à 6 mois de survie et induit d'importants effets d'inertie.

D'autres groupes de pauvres chroniques existent. En milieu urbain par exemple où 25% de la population vit dans l'extrême pauvreté, la pauvreté chronique frappe

Classification du CILSS des groupes pauvres ou à risques

Les 7 groupes pauvres en milieu rural ont été déterminés à partir des principales causes d'insécurité qui sont : le faible taux de couverture calorique ; faible accès physique aux aliments ; faiblesse de revenus ; insuffisance alimentaire et nutritionnelle ; faible accès aux services agricoles, éducatifs, sanitaires.

1. Les petits agriculteurs vivant en auto-consommation et n'ayant qu'une petite exploitation de quelques hectares (moins de 5 ha) de mauvaises terres (moins de 400kg/ha) ne permettant pas de produire et stocker les quantités de céréales nécessaires pour faire vivre leur famille (besoins estimés à 250 kg de céréales par personne et par an soit 2 000 kg de céréales pour une famille de 8 personnes).

2. Les petits éleveurs ne pratiquant que l'élevage transhumant dont les animaux, petits ruminants surtout, ne totalisent pas 3 unités de bétail tropical (UBT) par personne ; ils ne peuvent donc vendre suffisamment de bétail pour acheter des céréales sans puiser dans le stock reproducteur qu'il leur faut maintenir (30 moutons pour acheter des céréales pour une famille de 10 personnes).

3. Les bergers qui, ayant perdu leurs troupeaux (suite à la sécheresse ou aux maladies) se sont retrouvés comme gardiens de petits troupeaux

(petits ruminants). Le salaire n'étant que «saisonnier», il ne peut pas faire vivre une famille.

4. Les agro-pasteurs, pasteurs en voie de sédentarisation n'ayant ni suffisamment de produits de bétail à vendre, ni suffisamment de terres non encore productives ou terres marginales pour s'auto-suffire en céréales - on les trouve notamment parmi les groupes Foulbé, Toubou et Touareg.

5. Les femmes-chefs d'exploitation agricole dont le cumul des tâches ménagères, maternelles et productives ne permet pas de consacrer suffisamment de temps pour la préparation des terres au moment des pluies.

6. Les familles paysannes nombreuses (10 personnes et plus) ayant trop d'enfants en bas âge qui pâtiront du manque de soins et de nourriture, ainsi que les familles pauvres qui disposent généralement de revenus trop faibles et aléatoires.

7. Les individus - généralement femmes enceintes allaitantes et les enfants de moins de 5 ans, physiologiquement fragiles, souvent atteints de malnutrition protéique ou de carences en micro nutriments (anémies, avitaminoses) détectés ou non par les dépistages médicaux.

Source :CILSS (2002)..

des autres ressources clés constitue un axe de réflexion intéressant.

- Des plus pauvres à ceux qui le sont le moins, les cheptels, bovins comme caprins doublent et les taux d'équipement agricole (animaux de trait, charrues, charrettes) augmentent considérablement.
- Les revenus sont triplés entre les ménages les plus pauvres et ceux moins exposés;
- Les ventes de bétail, les activités génératrices de revenus, les revenus de l'exode décroissent tous lorsque la pauvreté augmente. Non seulement le pauvre a peu de bétail, mais il le vend moins souvent, il accède plus difficilement à la diversification, y

certaines groupes tels les migrants saisonniers, les mendiants, les sans-emploi et les handicapés. Leurs conditions d'existence sont souvent plus dramatiques en milieu urbain et péri-urbain, car les filets de sécurité bâti sur la solidarité et l'entraide en milieu rural font souvent défaut ou s'ils existent ont tendance à être plus lâches. Ils vivent dans des conditions de précarité caractérisées par un accès difficile aux services sociaux de base tels que la santé, l'eau potable et même l'habitat. Assez souvent, les stratégies adoptées pour sortir de la crise peuvent emprunter plusieurs voies allant de la mendicité au travail des enfants en passant par des formes plus extrêmes tels que le vol ou la prostitution.

Quelques données sur la mendicité au Niger

- Environ 100 000 mendiants.
- Dont environ 50% des mendiants invalides s'en sortent.
- Environ 30 % des mendiants se trouvent dans une situation irréversible et permanente (donc chronique).
- Les riches dépensent environ 30 % de leurs salaires en dons.
- Mais les revenus des mendiants ont diminué de moitié en 6 ans du fait de la concurrence grandissante consécutive à l'afflux continu d'indigents aux frontières de la capitale.

Source : Gilliard, Patrick⁽⁷⁾

CONCLUSION PARTIELLE

Comme déjà mentionné, l'absence de bonnes données de panel ne permet pas une bonne identification et une estimation du nombre de pauvres chroniques au

Niger. D'ailleurs les faiblesses notées dans le ciblage des groupes chroniquement pauvres dans les DSRP et autres programmes de lutte contre la pauvreté découle en grande partie de ce vide. La notion de groupes vulnérables couramment utilisés au Niger pour guider les actions de certaines ONG, l'Etat et des bailleurs de fonds ne prend en compte que très partiellement la question de la pauvreté chronique. En effet, la vulnérabilité renvoie à la probabilité de tomber dans la pauvreté si un certain nombre de risques ou de menaces ne sont pas levés.

Bien évidemment dans un pays comme le Niger, il est très difficile de faire la différence entre la vulnérabilité et la pauvreté car la plupart des communautés considérées comme vulnérables vivent déjà dans une situation de pauvreté extrême d'autant plus que certains facteurs de vulnérabilité (risque climatique, attaque des déprédateurs, crise alimentaire, etc.) sont quasi structurels au Niger. Cependant, pour améliorer la connaissance sur les groupes vivant dans une situation de pauvreté chronique, il s'avère urgent de constituer des données de panel dans les zones les plus vulnérables du pays à défaut de le faire à l'échelle nationale.

III. Les causes de la pauvreté chronique

«Les causes de la pauvreté vont au-delà du manque d'argent: elles se manifestent également à travers différentes formes de privation et de marginalisation souvent ancrées au niveau local et nécessitant par conséquent d'être résolues localement. Pour les populations les plus pauvres, l'accès aux ressources naturelles clés constitue souvent un facteur critique pour leurs biens et leur sécurité. En même temps, les catastrophes naturelles (inondations, sécheresses, changement climatique, etc.) ont des impacts encore plus néfastes pour les populations les plus pauvres.» (IIED, 2005).

La pauvreté et la vulnérabilité sont deux faits qui résultent de l'interaction d'un ensemble de facteurs jouant à des niveaux et concernant différents groupes de personnes vulnérables. Le Niger, à l'instar des autres pays de l'Afrique de l'Ouest fait face à une pauvreté chronique qui tient de causes structurelles. Mais des facteurs conjoncturels tels que les catastrophes naturelles, les attaques des criquets, une baisse drastique de la pauvreté peuvent se produire à intervalle plus ou moins régulier avec une ampleur qui peut faire oublier les causes structurelles profondes.

C'est ce qui s'est produit avec la crise alimentaire de 2005.

Lorsqu'on examine la pauvreté chronique au niveau des ménages et des individus, on remarque la récurrence des facteurs sociaux et économiques. Au plan social, ces facteurs ont trait à une mauvaise santé, incluant les maladies, le handicap et la vieillesse ; un taux de dépendance élevé dû principalement à un taux de fécondité élevé qui se traduit donc par une lourde charge de famille et aux contributions souvent négligeables des hommes censés être soutien de la famille. On note également une forte inégalité au sein des ménages, où les femmes se voient souvent refuser l'accès aux ressources clés tels que la terre du ménage et où les enfants sont traités comme la propriété de la famille du père ; un faible niveau d'éducation, un facteur rarement mentionné par les pauvres comme une cause de leur pauvreté, mais inclus ici parce qu'il amplifie l'impact négatif des trois facteurs précédents.

Au plan économique, le faible niveau de revenu des paysans ou des salariés agricoles qui travaillent de longues heures pour gagner très peu dans les zones rurales, découle en grande partie de la faiblesse des rendements et du niveau très bas des prix à la production, tandis qu'en milieu urbain le problème est

(7) Gilliard, Patrick (2005). L'extrême pauvreté au Niger: mendier ou mourir. Khartala.

souvent relatif à des salaires trop bas ou pour les activités informelles la marge bénéficiaire trop faible. En outre, l'inégalité entre les ménages recevant moins de biens que d'autres notamment en raison des droits que leur confère leur statut au sein de leur communauté constitue une donnée importante à prendre en compte. Enfin, la terre étant le principal capital économique en milieu rural, les familles qui sont dans une situation d'insécurité foncière chronique figurent parmi les pauvres chroniques.

Dans l'analyse des perceptions de la pauvreté au Niger, les causes suivantes sont généralement mises en exergue: l'accroissement de la population en ce sens qu'il signifiait une augmentation des bouches à nourrir ; les sécheresses récurrentes ; la déplétion de la capacité productive en relation avec la dégradation des sols et l'insuffisance de l'accès à l'eau ; l'isolement et l'enclavement qui limitent les opportunités ; le relâchement des réseaux sociaux de solidarité ainsi que la réduction de l'assistance à ceux qui en ont besoin ; le manque de capitaux et de revenus ; l'existence de maladies chroniques et incurables comme le VIH/SIDA ; l'absence d'opportunités pour subir une formation ou un apprentissage professionnel (Oduro et Aryee, 2002 : *op. cit.*). La persistance de ces problèmes est renforcée par le fait que l'essentiel des revenus des groupes les plus pauvres vont dans l'alimentation (plus de 70% pour le quintile le plus pauvre) contre 5% pour les services sociaux comme l'éducation ou la santé. Les causes de la pauvreté peuvent être structurelles ou conjoncturelles.

3.1. LES CAUSES STRUCTURELLES

Si on adaptait la célèbre boutade du "développementaliste" suédois Ragnar Nurske, on dirait que le Niger est pauvre parce qu'il est pauvre. Cependant, les conditions naturelles sont certes peu favorables mais elles ne peuvent pas résumer à elles seules, la pauvreté endémique dans laquelle sont empêtrées d'importantes franges de la population nigérienne. En effet, la notion de manque qui renvoie aux différentes représentations sociales ou officielles de la pauvreté renseigne davantage sur les manifestations de la pauvreté que sur ses causes profondes.

Des conditions naturelles difficiles

Ce qu'il est convenu d'appeler une géographie hostile pour caractériser les conditions écologiques particulièrement difficiles au Niger rendent encore plus complexe la recherche de solutions durables pour faire face à la pauvreté. En plus d'une pluviométrie irrégulière avec une tendance à long terme plutôt à la baisse, moins de 15% du territoire présentent des conditions pour une production agricole convenable.

Dans une telle situation, la superficie du pays constitue un handicap de taille dans la mesure où les coûts pour la réalisation d'infrastructures routières indispensables à la circulation des produits agricoles ne sont pas souvent à la portée des maigres ressources disponibles. Durant la crise alimentaire de cette année, la situation dans certaines localités a été aggravée par leur enclavement rendant difficile voire impossible l'acheminement des vivres en hivernage. En outre, l'absence de bonnes routes a contribué à multiplier les prix des denrées par un facteur de 1,5 à 2, en période d'hivernage.

Par ailleurs, le temps de doublement très court de la population augmente la pression sur les ressources car cela suppose plus d'investissements dans l'éducation, la santé, mais également dans l'agriculture pour faire face à la demande alimentaire et améliorer ou au moins maintenir le niveau de vie des populations. D'ailleurs, c'est une réponse ressortie de l'analyse de l'enquête participative sur la pauvreté menée en juin 2001 dans cinq villages du pays : l'accroissement de la population perçu comme synonyme de supplément de "bouches à nourrir" a été identifié par les populations comme cause de la pauvreté.

Des politiques inadaptées

Même s'il est important de mettre en exergue l'impact que les conditions climatiques et la disponibilité des ressources naturelles peuvent avoir sur le développement d'un pays, on ne doit pas non plus perdre de vue l'importance d'avoir des politiques économiques et sociales adaptées pour lutter effectivement contre la pauvreté. A ce titre, il suffit de jeter un regard sur le continent pour se rendre compte que des pays avec des ressources naturelles abondantes et variées enregistrent paradoxalement des niveaux de pauvreté particulièrement élevés.

C'est la raison pour laquelle, on ne peut pas analyser les causes structurelles de la pauvreté au Niger sans interroger les choix et stratégies politiques adoptés. Durant les années 1970, l'économie du Niger reposait essentiellement sur les recettes tirées de l'exploitation de l'uranium. Cette option était certainement renforcée par les effets combinés de la sécheresse et des cours particulièrement avantageux de l'uranium sur le marché mondial. Malheureusement, cette embellie fut de courte durée car les exportations ont commencé à baisser durant les années 1980 en même temps que la sécheresse s'est réinstallée dans toute la région. On assista alors à l'installation d'un système de taxation plus contraignant, une baisse des salaires, une libéralisation de plus en plus marquée du marché imposée par une politique d'ajustement structurel (Baro M et Simon Butterbury in Wisner et al. 2005) pour faire face aux besoins de financement de l'Etat.

La dévaluation du franc CFA intervenue en 1994, même si elle a rendu les produits de l'élevage plus compétitifs sur le marché international, a dans le même temps renchéri les prix des intrants et des produits alimentaires importés. Une des conséquences a été la réduction de l'appui dont bénéficiait le secteur qui inaugurait ainsi le début d'une longue crise qui s'est manifestée, au cours des 30 dernières années, par une baisse de la production agricole par tête et même si on a pu observer une croissance moyenne d'environ 1,6% de la production céréalière totale, celle-ci provient essentiellement de l'augmentation des superficies cultivées et par conséquent une pression de plus en plus forte sur les ressources foncières.

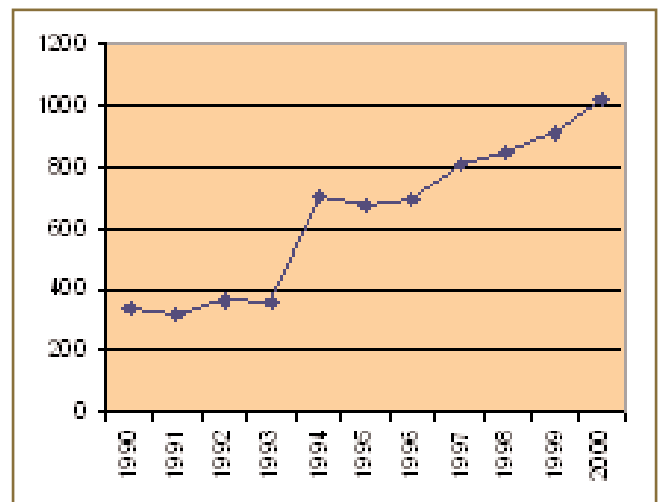
C'est ainsi que certaines pratiques, telles que la jachère qui ont pendant longtemps contribué à maintenir la productivité des sols sont de plus en plus abandonnées. Dans certaines zones, les populations ont su inventer des pratiques novatrices ayant permis de maintenir la production agricole à un niveau acceptable, mais ces îlots de succès attendent encore d'être institutionnalisés. Par ailleurs, les politiques d'ajustement structurel initiées par la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International ont contribué à l'affaiblissement des offices céréaliers. Ceux-ci avaient pour fonctions essentielles, la régulation et l'approvisionnement des marchés en période de pénurie. La récente crise alimentaire a relancé le débat sur les structures devant assurer les fonctions dévolues aux offices céréaliers à savoir la régulation et l'approvisionnement des marchés. A titre d'illustration, l'OPVN qui comptait 600 employés dans les années 1990 n'en compte aujourd'hui que 57 (CSAO, 2005), avec comme conséquence une capacité de réaction plus réduite.

Le poids de la dette

Durant la période du boom de l'uranium, le gouvernement nigérien s'est lancé dans de gros investissements qui se sont également traduits par un endettement très élevé qui constitue un frein au développement économique et social. A titre d'illustration, l'encours total de la dette publique en fin décembre 2002 était estimé à 1282,1 milliards F CFA. La dette extérieure qui représente 85,3% de cet encours est constituée pour l'essentiel de la dette multilatérale (78,4%). Le taux d'endettement s'établirait à 91,4% en 2002 contre 96,3% un an plus tôt. L'encours de la dette extérieure, qui constitue un poids relativement important pour les finances publiques, représenterait l'équivalent de 4 ans et 7 mois d'exportation. Le service de la dette extérieure avant rééchelonnement se chiffrait à 60,1 milliards F CFA et représentait 4,3% du PIB, 31,7% des recettes budgétaires et 25,9% des exportations (Niger

République du, 2005 : *op. cit.*). Avec un tel fardeau, les possibilités d'investissement dans le développement rural et dans la construction de services sociaux de base, sont minces. Une étude de l'UNICEF et du PNUD (UNICEF et PNUD) a montré qu'en 1995, seuls environ 20% des ressources publiques allaient aux services de base contre environ 30% pour le service de la dette. Même si la situation a quelque peu changé entre temps avec le lancement de l'initiative PPT, il reste que les effets de cet endettement frappent encore aujourd'hui directement ou indirectement les couches sociales les plus faibles.

Evolution de l'endettement au Niger



Source : Niger [République du], 2003. *op. cit.*

Utilisation non optimale des systèmes d'alerte précoce

En outre, malgré le caractère chronique des risques et de la vulnérabilité, les différents mécanismes d'alerte précoce mis en place ne semblent pas judicieusement utilisés pour anticiper les crises et réduire au minimum leurs conséquences. Si la crise alimentaire de 2005 a eu les effets que l'on sait, cela ne tient certainement pas à un défaut d'alerte, celle-ci ayant bien eu lieu 6 à 7 mois avant la manifestation des premières crises. Avec la répétition des crises plusieurs mécanismes d'alerte sont mis en place. Parmi ceux-ci on peut citer le centre Agrymeth du CILSS basé à Niamey qui effectue un suivi et des prévisions sur la situation climatologique et les productions agricoles ; le système d'alerte précoce sur les famines mis en place par l'USAID ainsi qu'un système national d'alerte précoce mis en place par le gouvernement nigérien.

Même si ces systèmes ne peuvent pas empêcher l'apparition des catastrophes, ils fournissent aux décideurs des informations critiques qui devraient permettre de prendre des mesures nécessaires pour

amoindrir les conséquences de telles catastrophes. Mais, il y a une impression générale que, pour différentes raisons (politiques, techniques, administratives) la capacité de réaction de l'Etat est faible. Il faut ajouter à cela, les imperfections propres aux organismes d'aide en temps de crise et qui se déclinent en procédures trop longues, manque de coordination des interventions, faible connaissance du terrain et de ses réalités. Par ailleurs, certains observateurs soulignent l'inertie des différents systèmes mis en place en période d'embellie climatique et de bonne production agricole, la prédominance des réponses techniques, la faible implication des populations rurales dans la définition des mécanismes d'alerte qui n'intègrent pas suffisamment leurs propres stratégies ; l'absence d'un système d'information décentralisé efficace destiné essentiellement aux organisations communautaires de base, etc.

Tijani (in Seeda, 2005 :1) analyse le phénomène de famine à travers l'organisation de l'espace et la circulation au sein de cet espace . Son argumentation repose sur les éléments suivants. D'abord, le caractère aléatoire de la pluviométrie est une donnée que les populations ont toujours intégrée. Ensuite, l'intégration de cette donnée a amené les populations à construire un mode de vie adapté permettant de conjurer au quotidien cette situation. Ce mode de vie était articulé autour de " stratégies de survie " comprenant l'agriculture, l'élevage, la migration etc. Ces stratégies étaient développées de façon sectorielle et/ou combinée suivant les opportunités et suivant les périodes. Enfin, ces stratégies de survie sont développées à l'intérieur d'un espace de circulation dans lequel des solidarités méridiennes jouent. Par conséquent, ce sont les gouvernants qui, en essayant de remodeler cette organisation politico-administrative, ont détruit l'articulation de ces modes qui possédaient une résilience certaine.

Manque d'infrastructures

L'absence d'infrastructures pour faciliter la circulation ou le stockage des produits agricoles, introduit des distorsions énormes dans les mécanismes du marché et contribuent par conséquent à renforcer la vulnérabilité et la pauvreté des petits producteurs. A titre d'illustration, l'augmentation sensible des récoltes de céréales durant la campagne 2002-03 s'est traduite par une baisse de l'ordre de 23% du prix du mil à Niamey alors qu'une année plus tard l'augmentation des prix du mil entre octobre et décembre 2004 a été de plus de 200%, car durant cette courte période, le prix du kg de mil est passé de 100FCFA à 300FCFA (FEWS Net.2005). Dans les zones à vocation pastorale, cette situation prend les allures d'une détérioration intra-annuelle des termes de l'échange

car si en Janvier 2005 il fallait vendre une chèvre pour pouvoir acheter 100gk de mil, il en fallait 3 ou 4 en juillet de la même année pour obtenir la même quantité de mil. En facilitant l'accès aux marchés, les infrastructures constituent un facteur de stimulation de la production agricole. Une étude récente (Seydou, 2003) a révélé à ce propos qu'une augmentation de 10% de la densité routière entraînerait une augmentation de 8% environ de la production agricole.

A ces contraintes, il faut également ajouter la répercussion de la hausse des prix des hydrocarbures sur les coûts de transports qui a atteint quelquefois 10%. Les petits producteurs sont ainsi enfermés dans un piège pernicieux de paupérisation car doublement pénalisé par une sous-rémunération de leurs produits agricoles après de bonnes récoltes et une sur-rémunération de ces produits lorsqu'ils doivent les acheter en période de soudure. Ces distorsions qui constituent des facteurs de paupérisation évident sont artificiellement créées par une faiblesse des institutions rurales, en particulier l'absence d'un bon système d'information sur les marchés, de bonnes infrastructures de stockage, l'affaiblissement de l'OPVN dont une fonction était de contribuer à la régulation du marché. Ces distorsions affectent également la compétitivité de certains produits pour lesquels le Niger dispose d'un avantage compétitif avéré. A titre d'illustration, les taxes représentaient en 1998 jusqu'à 40% du coût du transport pour un camion d'oignon (dont le Niger est le premier producteur de la sous-région) entre le Niger et le Bénin et cela en dépit ou à cause des contrôles nombreux ; entre 20 et 30 au lieu de 6 contrôles officiels (INSAH, 1998). A l'arrivée, il devient plus intéressant pour le consommateur urbain d'acheter l'oignon importé d'Europe qui en plus de bénéficier d'une infrastructure plus performante est subventionnée.

Un ordre commercial mondial inéquitable

Le Niger à l'instar des autres pays de la sous-région souffre des conditions imposées par la globalisation des marchés. Les pratiques commerciales qui mettent en péril les conditions de vie des populations rurales sont en contradiction flagrante avec le principe de la " justice alimentaire " et débouche inéluctablement sur des politiques internationales non cohérentes. Dans cette perspective on ne peut pas faire l'impasse sur l'urgence à résoudre les distorsions commerciales actuelles si on veut véritablement lutter contre la pauvreté. Il est vrai que le Niger n'est pas un grand exportateur de produits agricoles sur le marché mondial, mais son secteur de l'élevage offre des potentialités importantes que des règles plus justes du commerce international auraient permis de mieux exploiter. Au plan sous-régional la part de marché dont devrait bénéficier ce secteur, surtout au niveau des

pays côtiers, est largement entamée par les importations des découpes de volaille et de produits laitiers bon marché.

3.2. LES CAUSES CONJONCTURELLES

Ces causes peuvent être environnementales (sécheresse, dégradation des cultures et des pâturages par le péril acridien, etc.). Dans la perception des populations, il y aurait un lien de cause à effet entre la récurrence des crises alimentaires intervenues depuis le début du siècle et leur état de pauvreté actuel. Mais une des caractéristiques des phénomènes conjoncturels, c'est l'effet amplificateur qu'ils apportent à des situations structurelles. En outre, du fait de leur caractère quelquefois spectaculaire, certaines crises conjoncturelles peuvent focaliser les attentions au point de faire oublier les causes profondes de la pauvreté et de la vulnérabilité. C'est certainement ce qui s'est produit au Niger en 2005, avec la crise alimentaire qui s'est produite, elle-même causée en grande partie par l'attaque des criquets. Ces causes peuvent aussi être politiques, c'est le cas de la crise alimentaire survenue à la fermeture de la frontière entre le Niger et le Nigeria en (Année....) suite à une décision des autorités étatiques nigériennes. C'est la raison pour laquelle, on a donné le nom de Buhari à la crise.

La crise alimentaire de 2005 : amplificateur ou révélateur de la pauvreté

Les Nations unies estiment qu'un quart de la population nigérienne, soit 3,5 millions de personnes,

ont souffert de la pénurie alimentaire. Médecins sans frontières (MSF), a enregistré entre 10 et 15 décès par jour dans ses centres et prévoit de prendre en charge 20 000 enfants malnutris cette année, soit deux fois plus qu'en 2004 (Le monde du 30/7/05). Au total, quelques 800 000 enfants vivant dans 3 000 villages sont menacés. La pauvreté ambiante presque généralisée accentue encore plus la vulnérabilité des populations et les produits de première nécessité deviennent de plus en plus inaccessibles à ces populations. En dépit ou plutôt à cause de cette famine, sur les marchés, les prix ont littéralement explosé. Le prix d'un sac de mil de 100 kg, qui en temps normal oscille entre 10 000 et 12 000 Fcfa, a atteint 35 000 Fcfa. Les pasteurs, que l'on trouve au nord, sont descendus au sud pour trouver des pâturages. Mais sans succès. " L'herbe a été coupée, stockée, et une botte pour nourrir une bête une matinée coûte jusqu'à 2 500 Fcfa ".

Toutefois même si la crise de cette année a été sévère, et que la récolte de 2004 a été environ 22% inférieure à la moyenne des 5 dernières années, elle a été par contre 11% plus élevée que celle de 2000 qui avait conduit à une crise alimentaire encore plus importante mais qui n'a pas fait l'objet d'une médiatisation comme c'est le cas en 2005. Il est donc important d'aller au delà des causes conjoncturelles et spectaculaires pour comprendre que la crise alimentaire est le résultat d'une spirale de paupérisation chronique en place depuis plusieurs années (Bullington, 2005).

Tableau 6 : Evolution de la vulnérabilité au Niger

Année	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
N > 40	16	32	14	18	19	23	9	15	20	2	7	1	22
N > 50	7	20	3	5	9	12	3	3	5	0	0	0	8
N > 75	0	2	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0

Source : CILSS/FEWS (2005)

Légende :

N>=40 : nombre de départements et communes en situation de vulnérabilité

N>=50 : nombre de départements et communes en situation d'extrême vulnérabilité

N>=75 : Nombre de départements et communes en situation de famine

Selon le Programme alimentaire mondial, l'insécurité alimentaire qui ne cesse de s'accroître depuis plusieurs années découle de trois causes liées entre elles. Il y a d'abord le déficit alimentaire chronique, qui affecte une partie importante de la population et provoque chez les enfants un arrêt de croissance et une grave insuffisance de poids. On note ensuite un déficit alimentaire saisonnier durant la période de soudure, lorsque de

nombreux paysans n'ont plus de céréales et que le prix des denrées est élevé et enfin, un déficit alimentaire dû à des pénuries généralisées et aiguës liées aux catastrophes naturelles (sécheresse, criquets, etc.). Une année sur trois enregistre un déficit compris entre 200 000 tonnes et 300 000 tonnes de céréales pour un besoin annuel d'environ 2,5 millions de tonnes.

Cette situation se traduit par une dépendance accrue vis-à-vis des importations vivrières (28.000 tonnes/an) et de l'assistance alimentaire internationale. Un bref aperçu historique montre que depuis 1930, le Niger est frappé d'une grave crise alimentaire tous les 15 ou 20 ans. Ainsi, la mémoire collective nigérienne (Seeda, 2005) reste encore très marquée par les grandes crises suivantes :

- ✓ Ize Nere : vente des enfants (1901-1903) ;
- ✓ Doa Jire : année des criquets (1931-1932) ;
- ✓ Yeda : nom du village (1943-1944) ;
- ✓ Gari : farine de manioc (1954) ;
- ✓ Bandabari : tourner le dos (1966)
- ✓ Diaba Kuru : traîner les boubous (1984-1985).

Si de façon générale, c'est la détresse humaine et animale qui est le trait commun de toutes les zones affectées par la crise, il reste que celle-ci se manifeste avec quelques traits particuliers selon les zones. Ainsi, au niveau de la commune rurale de Kaou, plusieurs manifestations de la famine ont été observées : renchérissement des denrées alimentaires de base (la mesure des 2,5 kg de mil était vendu à 1000 F, celle de sorgho à 900 F) ; réduction drastique du nombre de repas qui de 3, est passé dans la plupart des cas à 1 ; changement des modes alimentaires, les repas se faisant uniquement à base de feuilles d'arbres et de plantes ; alimentation animale à base de cartons ; hausse des taux de malnutrition sévère chez les enfants ; niveaux élevés de mortalité animale (près de 2000 vaches sont mortes à Dounbantou, 3000 à Sultanazar, 2500 à Chilwalki) ; reconversion en agri-

culteurs des bergers ayant perdu leurs cheptels (Seyni et Abdoulaye, 2005 : *op. cit.*).

L'analyse de cette situation fait ressortir deux éléments importants. Il s'agit d'abord de l'absence de politiques capables d'empêcher l'occurrence des crises bien que leurs causes soient en grande partie connues et quelquefois prévisibles, grâce à des systèmes de prévision de plus en plus performants. Il s'agit ensuite des stratégies locales développées par les populations pour faire face de façon conjoncturelle aux crises, tout en développant des solutions à long terme.

CONCLUSION PARTIELLE

Dans l'analyse des causes de la pauvreté, on se rend compte que l'identification des facteurs déterminants est fortement influencée par la situation de crise alimentaire endémique que vivent les populations. En effet, un accent particulier a été mis sur les facteurs conjoncturels peut être parce que leurs impacts sont directs et souvent spectaculaires. Mais il existe plusieurs autres causes plus insidieuses tels que l'exclusion sociale, l'absence ou la perte de biens capitaux clés comme la terre et la main d'œuvre, les handicaps physiques, les conflits et la situation d'insécurité qu'ils créent, etc. En outre, un phénomène encore insuffisamment exploré dans les études sur la pauvreté au Niger porte sur les mécanismes de transmission intergénérationnelle. Cet aspect est d'autant plus important à cerner que comprendre ce mécanisme permet de mieux s'atteler à trouver les actions les plus appropriées pour son interruption.

IV. Les réponses actuelles

4.1. LES REPONSES POLITIQUES

Mécanisme de prévision et de gestion des crises

Si on jette un regard sur les différentes initiatives des institutions en place, on se rend tout de même compte que le gouvernement nigérien a bien pris conscience de la permanence et de la gravité des facteurs de risque et de vulnérabilité qui menacent les populations. En effet, l'examen du cadre institutionnel montre l'existence de plusieurs mécanismes.

S'agissant du cadre politique de la lutte contre l'insécurité alimentaire, la principale mesure que prend le Gouvernement pour gérer les crises alimentaires consiste à maintenir un stock national permanent de sécurité alimentaire, un fonds national de sécurité alimentaire (réserve financière permettant d'acheter des quantités supplémentaires d'aliments) et un fonds

commun de donateurs (qui permet de financer des petits projets de sécurité alimentaire tels que la construction de banques céréalières ou de petits barrages). Une cellule de crise alimentaire (CCA) est chargée de suivre la mise en œuvre et l'exécution des activités entreprises pendant les crises alimentaires. En outre, le système d'alerte précoce comprend le Comité national du système d'alerte précoce et de gestion des catastrophes, une Commission mixte de concertation état/Donateurs (CMC) créée afin de suivre la situation en matière de sécurité alimentaire nationale et de coordonner les interventions du Gouvernement et des donateurs contre les crises. Ce système décentralisé associe aussi les partenaires que sont la FAO, l'USAID et l'Union Européenne. C'est un système d'alerte basé sur l'identification préalable de zones à risque et de populations vulnérables, les zones étant affectées d'indices de vulnérabilité, ce qui

permet de mettre en place des actions visant à prévenir les crises et le cas échéant, à atténuer leurs effets. L'office national des produits vivriers du Niger (ONPVN) est une institution qui joue un rôle important dans la gestion des crises alimentaires. Elle est chargée de maintenir les stocks alimentaires et de distribuer l'aide alimentaire. Lors de la crise alimentaire qui a suivi la mauvaise récolte de 2000, le Gouvernement a décidé de lancer un programme de vente de denrées alimentaires de base à des prix modérés. L'initiative de promouvoir l'agriculture de contre-saison par la réalisation de cultures irriguées a également été lancée.

La Stratégie opérationnelle de sécurité alimentaire 2000 (adoptée en août 2000) affirme que la sécurité alimentaire de la population nigérienne constitue un service public, ce qui signifie qu'elle est considérée comme un objectif national fondamental. Le Plan national d'action pour la nutrition (1997) constitue également un document d'orientation fondamental. Pour faire face aux sécheresses fréquentes et climats arides, les initiatives gouvernementales relatives à l'eau comprennent la politique et les stratégies pour l'eau et l'assainissement; un programme complet de lutte contre la désertification et la sécheresse a été mis en place. En outre, plusieurs ONG s'intéressent à la sécurité alimentaire sous des angles différents. Mais, malgré ce dispositif institutionnel étoffé, et le fait que les systèmes d'alerte précoce au niveau national et sous-régional avaient signalé plusieurs mois à l'avance la très forte probabilité de la crise alimentaire, les effets dramatiques de cette dernière n'ont pas pu être évités. Cette situation pose la question de l'exploitation adéquate, par les décideurs et les partenaires au développement, des données fournies par les mécanismes d'alerte précoce.

Cadre de lutte contre la pauvreté

A côté de ce dispositif, le gouvernement a mis en place depuis 2001, dans le cadre de l'initiative PPTTE, un cadre stratégique de réduction de la pauvreté à travers l'élaboration d'un DSRP. La SRP du Niger a pour objectif majeur de réduire l'incidence de la pauvreté de 63% à moins de 50% en 2015. Les principaux axes stratégiques de cette stratégie portent sur : (1) la création d'un cadre macroéconomique stable avec un gain net de revenu par tête de 0,7% soit une réduction de 2 points de la pauvreté, (2) le développement des infrastructures routières et le tourisme, (3) l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base pour les pauvres et (4) la promotion de la bonne gouvernance. Mais le DSRP précise cependant que la réalisation de ces objectifs dépend essentiellement d'une reprise du secteur agricole dont dépend essentiellement l'économie du Niger.

L'analyse du DSRP, montre, malgré le caractère plus ou moins exhaustif des programmes thématiques identifiés, un certain nombre de faiblesses. D'abord, même si le processus d'élaboration s'est fait sur la base d'une large concertation, on sent une faible participation des groupes les plus pauvres et des organisations rurales de façon générale, dans la mise en œuvre et le suivi. Ensuite, on note une très forte tendance à une approche uniformisée de la pauvreté et des pauvretés alors que ce groupe renferme d'énormes disparités dont la non prise en compte peut conduire à des solutions qui ne répondent pas aux besoins de ceux qui sont dans une situation de pauvreté chronique et qui doivent être prioritairement ciblés par les interventions. Selon Fall, A.S (2005) pour atteindre les pauvres, le ciblage doit figurer parmi les principes directeurs de mise en œuvre des DSRP et non pas seulement comme simple mécanisme technique de suivi des conditions de vie des groupes vulnérables. Car, pour atteindre les pauvres, il faut d'abord l'élaboration de programmes qui les ciblent principalement ainsi que les zones les plus vulnérables, ensuite un suivi-évaluation permanent et rigoureux exempt de tout clientélisme.

De manière générale, le DSRP a mis la priorité sur la création de richesse sans avoir planifié comment amener les pauvres à cet objectif de développement. Une politique de ciblage aurait permis d'analyser les graduations facilitant l'accès progressif des porteurs d'initiatives issus du secteur populaire à un entrepreneuriat économique solidaire et la promotion des formes de mutualisation ainsi que les finalités sociales dans l'activité économique. Enfin, les réponses proposées sont essentiellement institutionnelles et ne semblent pas mettre l'accent sur la valorisation des stratégies d'adaptation des populations. Or, l'information des politiques par les bonnes pratiques peut contribuer à prendre des raccourcis dans la recherche de solutions qui peuvent se révéler de surcroît très durables parce que ancrées dans les pratiques et besoins locaux.

Un autre cadre stratégique porte sur les OMD. Les évaluations faites sur leur mise en œuvre, montre qu'au rythme de développement actuel, le Niger n'a aucune chance d'atteindre l'objectif de réduire l'extrême pauvreté de moitié en 2015.

La principale leçon à tirer de l'analyse du contexte institutionnel de lutte contre la pauvreté, c'est la multiplicité et le manque d'articulation des différentes stratégies de sécurité alimentaire, de lutte contre la pauvreté. Or les liens organiques qui doivent exister entre ces différents instruments sont évidents. L'acuité du problème de la sécurité alimentaire est telle qu'elle doit se situer au cœur du DSRP. Cette absence d'articulation a pour conséquence une dispersion des

ressources, le chevauchement des interventions. Mais au delà de ces effets, la multiplicité des cadres stratégiques pousse à s'interroger sur la capacité de l'Etat à en assurer l'articulation et la cohérence. En effet entre 1990 et 2000 pas moins de 15 stratégies ou politiques ayant tout trait au développement du secteur agricole, à la lutte contre la pauvreté et/ou à la sécurité alimentaire ont été mises en place.

Cette situation pose également de façon implicite la problématique de la continuité des politiques et celle de la capacité de contrôle de l'Etat sur leur définition, car cette multiplicité de cadres de référence reflète également, la tendance des bailleurs de fonds à vouloir, chacun marquer son territoire et son empreinte. L'avenir dira si le DSRP a réussi à fédérer ces différentes initiatives, ce qui ne semble pas encore être le cas.

4.2. LES REPONSES COMMUNAUTAIRES

L'analyse des réponses (stratégies de survie) au niveau des différentes régions du Niger montre une prédominance de 5 types de stratégies : la vente des animaux, le petit commerce, le salariat agricole, le recours aux réseaux de solidarité et l'exode. La vente

des animaux constitue le premier recours dans la plupart des régions et apparaît ainsi de manière incontestable comme la principale réponse en période de crise alimentaire sur l'ensemble du territoire. Puis viennent respectivement par ordre de priorité : le petit commerce, l'exode d'un membre de la famille, le salariat agricole, le recours aux réseaux de solidarité. On observe quelques spécificités régionales en fonction des dotations factorielles de chaque région. A titre d'exemple, l'exode arrive en première position à Tahoua, en 2^e position à Bilma et en 3^e position à Tillabery ; il s'agit des régions où le salariat agricole, comme stratégie de survie est le moins cité (4^e et 5^e stratégie). Cette stratégie de survie n'apparaît pas à Maradi où le salariat agricole est le premier recours.

On note également que l'agencement de ces différentes stratégies varie d'un milieu social à un autre et d'un contexte agro-écologique à un autre. On remarque par exemple une situation très différente vis-à-vis du salariat selon qu'on se trouve en milieu Haoussa ou Zarma. Alors que dans le premier, le salariat des femmes est très courant, dans le second une telle pratique est uniquement acceptée chez les hommes et souvent comme ultime recours lorsque les autres stratégies ne s'avèrent pas concluantes.

Tableau 7 : Comparaison des stratégies prioritaires de survie en pays haoussa et Zarma

Ordre de priorité des stratégies de réponses face à la crise	Adoptées en zone Hausa	Adoptées en zone Zarma	Chez les femmes hausa	Chez les femmes zarma
1	Salariat agricole (local)	Exode d'un membre de la famille	Petit commerce	Vente d'animaux
2	Vente d'animaux	Vente d'animaux Salariat agricole	Vente d'animaux	Jardinage Petit commerce
3	Autres activités commerciales	Autres activités commerciales	Salariat agricole	Vente de biens personnels
4	Consommation de plantes sauvages	Consommation de plantes sauvages	Aide et solidarité	Aide et solidarité
5	Recours à la solidarité	Recours à la solidarité Aide de l'Etat et des ONG	Jardinage	
6	Liquidation de biens personnels	Liquidation de biens personnels		
7	Exode	Consommation des dernières réserves alimentaires		
8	Aide de l'Etat			
9	Consommation des dernières réserves alimentaires			

Source : Seeda spécial PAC-REP

Baro et Buterbury in Wisner et al (2005) décrivent parfaitement comment de telles stratégies sont mises en application à Fandou Bari, petit village zarma situé à 55 km à l'Est de Niamey. L'agriculture pluviale pratiquée dans le village est dominée par le mil. La possession de bétail est une pratique courante chez les Zarma qui co-habitent avec quelques hameaux Peulh. Comme dans la plupart des zones arides en Afrique de l'Ouest, le contexte de vulnérabilité chronique a toujours imposé aux populations d'être inventives et dotées de bonnes capacités d'adaptation. A Fandou Béri, ces aptitudes se déclinent en plus de mobilité, et à un changement continu dans le mode d'allocation et d'utilisation des ressources des ménages. Dans les années 1950 par exemple, la migration était un phénomène rare et les populations pouvaient vivre correctement de leur production. Mais depuis les sécheresses des années 1960 et 1970, l'adoption de stratégies de diversification s'est

développée, facilitée par une plus grande connectivité grâce à l'amélioration des systèmes de transport et la construction des routes. Dans cette zone, la diversification repose sur cinq grandes activités. Il s'agit de l'agriculture, de l'investissement dans l'élevage, de l'emploi agricole saisonnier, des activités génératrices de revenus comme le petit commerce et enfin de la migration. Environ 25% des hommes sont engagés dans une forme de petit commerce et les revenus provenant de la migration peuvent quelquefois être assez importants et peuvent varier entre 50.000 et 250.000 FCFA par an. En outre, en 1997, jusqu'à 25% des hommes adultes ont travaillé comme ouvriers agricoles dans les champs des autres pour un salaire journalier de 750 à 1000 FCFA. Toutefois, il apparaît que la taille de l'exploitation est un déterminant essentiel de la capacité de diversification.

Stratégies populaires apportées à la crise ⁽¹¹⁾

Le point de vue de Dari Guélaou du village de Amili Gandan (canton de Tondi Kiwindi)

« Notre village est confronté à des difficultés énormes depuis plus de 10 ans. Regardez le village, tous les bras valides du village ont quitté ; ils sont partis en exode à la recherche de la nourriture à Ouallam, à Niamey, à la côte. Il n'y a personne dans le village. J'ai l'habitude de quitter le village pour me rendre soit à Niamey où je pratique le métier de coiffeuse où je gagne 200 à 300 F par personne tressée. ; soit à Sansané Haoussa, où je vends de l'eau pour un revenu de 1000 à 1500 F par jour ; soit encore à Karma, en tant que pileuse. »

Un chef de foyer du village de Foygorou (canton de Ouallam)

« Je suis père de 6 enfants. La plus âgée s'appelle Walkitou, elle a 12 ans. Elle n'a pas eu l'occasion d'aller à l'école. Mais ses deux frères Hassane et Kadri fréquentent l'école. Pendant les vacances ils m'aident à cultiver. Cela fait 18 ans que je laboure seul mes champs. Je n'ai aucune activité si ce n'est l'agriculture car depuis notre enfance c'est à quoi nos parents nous ont initiés. J'ai 5 champs. Je cultive le mil et l'haricot, des fois le sésame et l'arachide. Ma femme a son propre champ, elle cultive l'arachide et le wanzou. Mes enfants et moi, labourons tous les 5 champs. »

Le point de vue de Bagué Ganda du village de Foygorou (canton de Ouallam)

« Je n'ai jamais mis les pieds à l'école. J'ai 5 enfants. Je suis un alfukaru (pauvre). Ma seule activité est l'agriculture. Comme la récolte ne suffit pas, et puisque qu'il n'y a aucune opportunité au village, chaque année, après la récolte, nous nous rendons à Niamey à la recherche du travail. On peut être des revendeurs ambulants de prêt-à-porter. Et il y a d'autres qui sont embauchés dans des foyers comme 'boy' ⁽¹²⁾. Avec nos revenus, nous payons 1 ou 2 sacs de mil pour envoyer au village. Comme stratégie de survie contre la faim, je suis obligé de laisser mon champ pour cultiver les champs des riches afin d'avoir de l'argent et subvenir aux besoins de ma famille. Pour se rendre à Niamey, celui qui n'a pas d'argent de transport, vend un petit ruminant. Mais le plus souvent, on emprunte la somme auprès d'un villageois. L'avantage de la vente d'un ruminant est que cela permet d'avoir un petit fond de commerce en plus du transport. Dès fois, on trouve même pas de quoi manger à Niamey. Nous restons 5 à 6 mois, là-bas. Dès les premières pluies, nous retournons au village. »

(11) « Témoignage du vécu : Comment vivent les pauvres ? », Seeda, Spécial PAC-REC.

(12) Gens de maison.

Il ressort de ces extraits de récits, quelques considérations :

- ✓ dans l'imaginaire des populations, la situation de manque est permanente et face à cette situation, les populations ont développé une certaine résilience, c'est-à-dire une capacité d'adaptation ;
- ✓ cette adaptation est constituée d'une combinaison de stratégies alliant des activités diverses touchant l'agriculture, l'élevage, les activités commerciales, les activités de services (boys),
- ✓ ces activités sont sexuellement orientées : si l'agriculture concerne aussi bien les hommes que les femmes qui peuvent aussi disposer de champs, certains métiers sont pratiqués par les hommes (coupes de bois, commerce ambulant de vêtements) alors que d'autres activités sont pratiquées par les femmes (coiffure, meunerie, vente de mil),
- ✓ Ces activités varient en fonction de la période. Ainsi, pendant la saison des pluies, les populations sont au village pour cultiver, et en période de saison sèche, elles vont dans les villes pour se consacrer à d'autres activités commerciales. Il y a donc un ajustement des activités par rapport au temps ;
- ✓ Les stratégies sont articulées autour de solidarités familiales fonctionnelles. Donc, ces stratégies ne sont opératoires que lorsqu'elles s'appuient sur des réseaux de solidarités ;
- ✓ Certaines stratégies sont à forte utilisation de main d'œuvre familiale et supposent une mobilité des populations, donc l'existence d'un espace de circulation.

4.3. CHANGEMENTS STRUCTURELS DE COMPORTEMENT APPORTÉS PAR LA PAUVRETÉ CHRONIQUE

La pauvreté comme facteur de dislocation de l'unité familiale

Toutefois, il est également important de souligner que du fait de la sévérité et de la persistance des crises, certaines stratégies de survie développées ont tendance à introduire des modifications profondes dans les comportements individuels et la structure des relations sociales. Une des premières conséquences semble être l'éclatement de l'unité familiale en plusieurs sous-unités autonomes correspondant à des ménages composés des époux et de leurs enfants. Cette stratégie a été adoptée pour faire face à la difficulté de nourrir plusieurs bouches. Dans beaucoup de cas, ces petites unités familiales se sont déplacées dans d'autres zones où grâce au salariat agricole et

autres activités saisonnières, elles ont essayé de constituer un capital propre (matériel, terre, etc.). Toutefois, même si cette stratégie a permis de gérer de façon conjoncturelle les effets de la crise, elle a constitué un facteur de renforcement de la vulnérabilité de ces petites unités souvent installées dans des situations d'insécurité foncière et de non accès à la solidarité familiale en période de crise.

Détérioration des termes de l'échange entre produits agricoles et produits d'élevage

Par ailleurs, la complémentarité qui a toujours existé entre les systèmes de production agricole et les systèmes pastoraux a subi de profondes modifications. Une des conséquences des crises successives a été la détérioration des termes de l'échange entre les prix des céréales et ceux des animaux. En effet, le renchérissement des prix des céréales en période de crise pousse les populations en zones d'élevage à vendre plus d'animaux pour se procurer les quantités de céréales nécessaires à leur nourriture. Durant la crise de 2005, le prix du kg de mil était vendu jusqu'à 400 Fcfa alors que dans le même temps le prix des animaux a été quelquefois divisé par 3 ou 4 du fait de l'importance de l'offre et de l'état des animaux. Pour faire face à cette détérioration des termes de l'échange, beaucoup d'éleveurs se sont lancés dans l'agriculture afin de produire eux-mêmes une partie des céréales nécessaires à leur nourriture. Ce phénomène est observé depuis la crise de 1984, avec toutes les conséquences sur la gestion de la main-d'œuvre, de la transhumance et sur les conflits. Dans le même temps, en zone agricole, l'acquisition de petits ruminants et de volaille s'est développée comme une stratégie d'anticipation des crises surtout pour sécuriser les biens du ménage qui sont vendus lorsque celui-ci ne dispose pas d'animaux.

Mutations dans les stratégies migratoires

Il est noté que la migration a également subi plusieurs mutations. Celle des jeunes devient de plus en plus une migration de longue durée et les destinations vers les pays limitrophes (Nigeria et Libye en particulier) ont tendance à devenir des zones de passage vers l'Europe. Une telle option traduit implicitement une stratégie à long terme de sortie définitive du secteur rural. Ce phénomène a été déjà observé dans d'autres pays de tradition migratoire plus ancienne (Sénégal et Mali en particulier) où dans les grands foyers de départ, les revenus agricoles sont devenus secondaires face à l'importance des transferts reçus de la migration. Par ailleurs, dans les zones où la migration saisonnière est toujours pratiquée, on observe encore une fois chez les jeunes, l'adoption de cycles courts de migration intra saisonnière en hivernage. Ainsi, après chaque grande opération culturale (semis, sarclage, etc.) une migration de

CREDIT : KAMIKAZ PHOTOS

quelques semaines est effectuée avant l'opération suivante afin de gagner quelques ressources pour prendre en charge les besoins des ménages.

Relâchement de la solidarité communautaire et individualisation des stratégies de survie

L'affaiblissement de la solidarité communautaire constitue un autre phénomène de la modification des comportements avec une tendance de plus en plus forte vers une gestion individualisée des crises. Plusieurs témoignages recueillis dans les zones de crise, dans la région de Maradi, révèlent des comportements de repli sur soi chez les personnes les moins affectées par la crise. Par exemple durant la crise alimentaire de cette année, certaines familles ont préféré amener leur mil à moudre hors du village et non sur place pour éviter d'attirer l'attention des voisins. Dans d'autres cas extrêmes, le refus est simplement opposé à ceux qui viennent solliciter l'aide. Les familles n'échappent pas à ce phénomène. Toujours dans la zone de Maradi, il a été noté dans certains cas que la solidarité n'a pas fonctionné entre ménages d'une même famille élargie où ceux qui disposaient de plus de mil ont refusé d'aider ceux qui étaient en rupture totale. Le même phénomène est observé en ville où la recherche de revenus complémentaires reste articulée avec des solidarités familiales. Or, celles-ci ont tendance à se relâcher en période de crise et les comportements individualistes rappellent la crise de 1966 appelée Bandabari ou " tourner les dos ", car les personnes qui disposaient d'un peu de ressources, tournaient le dos à leurs parents. Analysant le phénomène de la mendicité au Niger, Gilliard (2005) fait remarquer que la mendicité témoignerait bien plus que la perte de revenus des ménages, elle marquerait l'émergence d'une nouvelle transformation en profondeur de la société nigérienne : celle de la modernité à travers l'individualisation des stratégies communautaires, l'émergence d'une capitalisation dans le milieu rural, le rôle croissant de la ville et l'apparition d'une forme d'assistanat ; de même que le passage de la solidarité sociale au caritatif qui est synonyme d'exclusion.

Enfin, la crise est également révélatrice du manque de compassion de plusieurs commerçants transformés en usuriers qui ont vendu les céréales qu'ils ont achetées lors de la récolte précédente à des prix exorbitants ou offrant des crédits de soudure à des taux usuraires, accentuant par la même occasion le piège de la pauvreté dans laquelle s'est déjà enfermée la majorité des populations.

Il faut souligner que ces changements ne remettent pas en cause le fait qu'en règle générale, les solidarités familiales et communautaires restent encore assez fortes et constituent des remparts essentiels sans lesquels les conséquences de la



pauvreté et des crises ponctuelles auraient été autrement plus dramatiques. Mais le réalisme commande de prendre conscience des évolutions actuellement en cours dans les relations sociales et qui vont probablement s'accélérer avec l'urbanisation.

CONCLUSION PARTIELE

De façon générale, on constate que les réponses politiques ne partent d'une bonne compréhension du phénomène et de la dynamique de la pauvreté chronique au Niger, mais sont plutôt guidées par un souci de trouver des réponses à des situations de crises plus ou moins récurrentes. En effet, même si la stratégie de réduction de la pauvreté cible un certain nombre de secteurs sociaux de base tels que l'éducation ou la santé, ou des secteurs économiques clés comme l'agriculture, le ciblage des actions en direction des pauvres chroniques reste particulièrement faible. Par contre, on se rend compte que les stratégies développées par les communautés s'adaptent mieux pour une prise en compte du caractère multidimensionnel de la pauvreté chronique au Niger. Mais il serait intéressant de voir, dans le cadre d'études beaucoup plus ciblées si les changements de comportement observés en période de crise, avec la dislocation de certains liens de solidarité, sont passagers ou si au contraire, ils préfigurent des modifications radicales qui pourraient affecter la vitalité des filets de sécurité sociale dont les pauvres chroniques ont toujours su bénéficier.

V. Implications politiques

5.1. UNE MEILLEURE PRISE EN COMPTE DES STRATEGIES LOCALES DANS LES POLITIQUES NATIONALES

Les transformations dans les comportements mentionnés précédemment ne doivent pas cacher les bonnes pratiques durables qui montrent la capacité d'innovation des populations lorsque la péjoration des conditions écologiques remet en cause leur propre survie. La prise en compte de ces stratégies contribue à rendre les réponses plus adaptées. Mais cela passe par la reconnaissance que les populations disposent des capacités d'anticipation et d'adaptation contrairement à cette idée récurrente dans les discours officiels et selon laquelle les mentalités seraient rivées sur l'immédiat et ne se projetteraient pas sur l'avenir, ce qui entraîne une gestion irrationnelle des ressources.

Comme le souligne Mortimore et al (2001), on devrait accorder une importance égale au savoir et à l'expérience des paysans qu'à celle des chercheurs et des vulgarisateurs ; les systèmes de vulgarisation devraient se mettre au service des paysans plutôt que d'essayer de corriger ou d'orienter différemment les pratiques. Les zones rurales du Niger sont riches d'exemples qui montrent le caractère souvent ingénieux, novateur et durable des réponses communautaires et individuelles face aux difficultés de la nature. Dans ce cadre, une étude menée dans le département de Maradi et couvrant la période 1960-2000 (Mortimore et al, opcit) a produit des résultats fort éloquentes. Dans cette zone, beaucoup d'auteurs avaient avancé depuis les années 1970, que les systèmes de production étaient en pleine crise en raison de la combinaison de certains facteurs évolutifs, notamment : la péjoration pluviométrique, une compétition accrue pour les ressources foncières en raison de la croissance démographique, des déficits en fumure animale et en résidus des cultures (nécessaires au maintien de la fertilité des sols) de plus en plus importants, et une pénurie de main-d'oeuvre attribuée à la rapide extension des zones cultivées. Pourtant malgré ces contraintes, les agriculteurs du département de Maradi ont globalement réussi à maintenir pendant la période considérée la production céréalière moyenne (par habitant, même si on inclut la population urbaine) à environ 260kg/hab, niveau bien supérieur au taux minimum requis habituellement de 200 kg/hab après le battage et les pertes dues aux stockages. Ces résultats ont été atteints parce que les populations ont su développer des technologies adaptées.

Plusieurs leçons peuvent être tirées. Premièrement, la croissance de la densité de la population dans les zones rurales peut faciliter un processus d'intensification agricole grâce à une augmentation de la main-d'œuvre agricole par ha, une croissance des marchés et des coûts d'interaction plus faibles. Deuxièmement, un meilleur accès à des marchés rentables urbains ou extérieurs peut procurer des incitations et des fonds aux ménages paysans les poussant à investir dans l'amélioration de la productivité et la conservation des ressources naturelles. Troisièmement, l'évolution technique et la diversité des options techniques appropriées sont facilitées par la croissance de la densité de la population, l'urbanisation, l'interaction et la circulation de l'information. Quatrièmement, dans un contexte de pénurie croissante des terres, la réaction consistant à augmenter la productivité agricole favorise l'intégration de l'élevage à la culture et la protection des ligneux sur les terres occupées par des cultures pluviales. Enfin, la diversification des revenus, en association avec l'accès à l'éducation et la migration temporaire ou définitive, peut permettre de générer des fonds susceptibles d'être investis dans le secteur agricole, et peut constituer également une part essentielle des stratégies intégrées utilisées par les ménages pour assurer leur subsistance.

5.2. AMELIORER LES SYSTEMES D'ALERTE PRECOCE

Un préalable à la mise en place d'un système d'alerte efficace, c'est de comprendre que l'insécurité alimentaire structurelle relève davantage, dans le cas du Niger, de la pauvreté, des problèmes d'accès à la nourriture que de l'insuffisance des denrées alimentaires sur le marché. La question de la sécurité alimentaire ne peut donc pas être dissociée de la pauvreté chronique puisque certains ménages sont dans l'incapacité d'acheter des céréales, même à un prix subventionné (CSAO/CEDEAO/CILSS, 2005). C'est la raison pour laquelle une articulation entre politiques de lutte contre la pauvreté et politiques de sécurité alimentaire doit être développée. En effet, certains programmes de lutte contre la pauvreté comme les systèmes de protection sociale en faveur des groupes les plus pauvres pourraient constituer des amortisseurs d'effets en temps de crise. Parallèlement, de bons programmes de sécurité alimentaire peuvent protéger ces mêmes groupes contre la décapitalisation qui constitue l'un des accélérateurs du processus de paupérisation chronique.

Stratégies d'adaptation à la sécheresse dans le département de Maradi

En 1988, les densités moyennes dans les trois arrondissements situés au sud, étaient de 49 hab./km², alors qu'elles étaient de 23 hab./km² dans les trois situés au nord (Tiffen, 2001). En supposant que ces taux de croissance se soient maintenus, en 1999 la densité moyenne de population rurale a dû atteindre 44 hab./km², et 68 hab./km² dans les trois arrondissements du sud. Pendant la première phase de peuplement du département de Maradi, comme les densités de population étaient faibles, les communautés ayant migré pratiquaient des systèmes d'agriculture itinérante ou de jachère caractérisés par des périodes de jachère longues (10 ans ou plus) séparant les cycles de culture. Ces jachères étaient suffisamment longues pour permettre la régénération de la végétation forestière et la restauration des nutriments des sols grâce à la décomposition et à la dégradation de la matière organique (Moussa, 2000).

Mais avec l'accélération du mouvement de peuplement constaté depuis le début du 20^{ème} siècle, avec d'abord la disparition progressive des zones réservées aux pâturages au fur et à mesure que les surfaces agricoles se développaient. Ainsi d'environ 1,5 ha en 1977, la superficie par tête était estimé à environ 0,71 ha en 1988. Les effets combinés de l'abandon progressif de la jachère, de la diminution de la fumure organique du fait du recul de l'élevage faute de pâturages et de la forte pression sur ceux qui restent, de l'accès difficile aux intrants

minéraux, se traduisent par une dégradation de la qualité des ressources naturelles. Mais malgré ces contraintes, les paysans ont su mettre en place des technologies adaptées qui leur ont permis de maintenir des niveaux de rendements leur ayant permis de satisfaire en grande partie leurs besoins en céréales. Cette performance, qui bien entendu varie selon les années et les localités (en raison de la variabilité de la pluviométrie) contredit la thèse selon laquelle la crise de la production alimentaire est en train de s'aggraver et devrait nous inciter à réexaminer certaines idées préconçues sur la pauvreté, à savoir qu'elle est inévitable dans un environnement marginal, elle ne peut qu'empirer, et les paysans les plus démunis ne peuvent pas s'adapter aux changements au niveau de la demande due à la croissance démographique.

Dans cet exemple de Maradi, la technologie agricole a été mise à contribution pour résoudre un certain nombre de difficultés au cours des 40 dernières années en permettant aux agriculteurs de s'adapter à la réduction pluviométrique et aux sécheresses de plus en plus fréquentes (adoption de nouvelles variétés, pratique des associations et de la rotation pour améliorer la fertilité, introduction de nouvelles cultures) et en les amenant à changer certaines pratiques afin de s'adapter à de nouveaux marchés.

Source : Mortimore et al (op. cit.)

L'analyse de la production alimentaire dans le long terme montre que globalement, il existe un potentiel qui doit permettre d'éviter ces crises. Mais, il apparaît que les capacités de gestion entre les mauvaises et les bonnes récoltes restent faibles du fait d'une insuffisance d'infrastructures. Dans certains cas, une logistique défaillante rend difficile le transport des excédents des zones excédentaires vers les zones déficitaires. Il est de la responsabilité de l'Etat de créer ces conditions, comme il doit également faciliter l'accès à d'autres mécanismes comme le crédit en période de soudure, l'accès aux aliments de bétail. Des mesures plus exceptionnelles en période de crise doivent également être envisagées telles que " travail contre nourriture ", la mise en place de cantines scolaires (5 Clay, 2005).

Mais sans une bonne coordination régionale efficace, il sera difficile de venir à bout des crises récurrentes. En effet, le Niger entretient avec ses voisins des relations commerciales très étroites qui ont un impact certain sur son économie. Le CILSS déploie des efforts importants pour mettre en place un système d'alerte

précoce performant ainsi qu'un mécanisme pour constituer des stocks de sécurité pour faire face à la crise. Pour les bailleurs de fonds, mettre des ressources dans un tel investissement est certainement aussi important que les aides d'urgence. Mais, il s'agit surtout de faire en sorte que les systèmes mis en place soient plus flexibles pour tenir compte de la nature particulière d'une crise alimentaire qui exige des capacités de réponses très rapides. En période de crise il s'avère essentiel de veiller à ce que les aides d'urgence qui ont souvent pour conséquence l'inondation des marchés en produits moins chers, ne produisent des effets pervers sur la production agricole locale.

Mais une condition pour garantir l'efficacité à long terme des systèmes de prévention et de gestion des crises alimentaires, est sans nul doute la meilleure prise en compte des stratégies locales dans les politiques. Les communautés vivent directement les crises et sont par conséquent dans une position d'en apprécier les conséquences et les meilleures stratégies pour faire face. Avec la mise en place de la

décentralisation, il est important d'analyser le rôle que les gouvernements locaux pourraient jouer.

Valoriser le potentiel de protection sociale qu'offre le secteur informel.

L'État doit également prêter plus d'attention au rôle du secteur informel, car c'est lui qui absorbe l'essentiel des migrants qui arrivent en ville en temps de crise. Ce secteur qui contribuait en 1995 pour 28% du PIB a sa part augmenter constamment et il vient après le secteur agricole pour le nombre d'emplois créés. Il joue un rôle important car il offre plus d'emplois que le secteur dit formel et constitue une des voies de sortie. Cependant, dans un contexte de pauvreté chronique et de vulnérabilité extrêmes, le secteur informel ne doit pas être uniquement perçu sous son angle économique mais plutôt comme un espace de solidarité dont le rôle principal est de fournir une protection sociale aux personnes les plus pauvres. L'entrée dans ce secteur se fait généralement à travers des réseaux socio-familiaux sur la base d'un mécanisme de redistribution permettant aux nouveaux arrivants souvent sans ressources d'accéder assez facilement à un fonds de départ, certes faible, mais qui permet d'être opérationnel assez rapidement.

Tableau 8 : Contribution du secteur informel dans le PIB (en millions de FCFA)

Année	PIB total	% PIB Secteur informel
1998	1 086 730	74,68 %
1999	1 075 155	76,06 %
2000	1 134 712	75,32 %
2001	1 278 104	77,46 %

Source : Seeda, spécial PAC-REP.

En outre, un accompagnement gratuit sous forme de formation est offert afin de permettre à ces nouveaux opérateurs économiques de surmonter progressivement les difficultés de l'apprentissage. Contrairement au secteur formel, les risques sont souvent collectivement assumés, car les mécanismes de solidarité dans le secteur sont ainsi organisés. Sans un tel système, on verrait difficilement comment des gens qui arrivent en milieu urbain, sans ressources ni garanties, donc non solvables, puissent avoir accès à des fonds. Certaines activités du secteur informel, comme le micro-crédit se sont révélées particulièrement efficaces dans la lutte contre la pauvreté. Devant la frilosité du système financier moderne, à mettre en place une offre de service financier adapté pour les plus pauvres, les initiatives de micro finance, qui se sont développées ces

dernières années au Niger, et en Afrique de l'Ouest, ont permis aux pauvres d'avoir accès à des ressources qui leur ont permis de mettre en place des activités génératrices de revenus ou simplement de financer la consommation en période de soudure et de crise. Mais on doit aller au delà du système informel et réfléchir sur des mécanismes pour des transferts indirects tels que les systèmes d'assurance contre les calamités, les prévoyances retraites, les crédits subventionnés à la production ou à la consommation, l'application de prix planchers lorsque les conditions du marché sont particulièrement défavorables aux petits producteurs, l'institutionnalisation des mutuelles de santé, etc.

Toutefois, devant l'ampleur des besoins, une approche plus systémique basée sur un partenariat entre l'Etat, les Ong, les bailleurs de fonds et le secteur financier formel devrait être recherché afin de mettre à profit la complémentarité de compétence (capacité de mobilisation sociale et de compréhension des dynamiques communautaires pour les ONG, capacités de la mobilisation des ressources et le montage financier pour les banques et la responsabilité de mise en place d'un cadre institutionnel et de conditions de garantie pour l'Etat)

Principales caractéristiques du secteur informel

- ✓ Facilité d'entrée
- ✓ Concurrence non réglementée
- ✓ Taille réduite des entreprises généralement de type familial
- ✓ Une formation traditionnelle acquise en dehors du système formel d'éducation
- ✓ Utilisation de techniques à haute intensité de main-d'œuvre
- ✓ Non prise en compte des normes juridiques, administratives et fiscales
- ✓ Absence de comptabilité formelle

Source : Seeda : numéro spécial PAC-REP 2006.

Sécuriser l'accès des pauvres à la terre

« Dans une situation de compétition accrue pour l'accès à la terre, et avec l'établissement de nouveaux systèmes de décentralisation, l'incertitude, la négociation et le comportement opportuniste deviennent de plus en plus présents. » (IIED, op. cit.)

En milieu rural, la terre constitue le capital le plus précieux que peuvent posséder les ménages en situation de pauvreté chronique. L'expérience montre qu'il y a une relation étroite entre le non accès sécurisé à la terre et la pauvreté. Dans ce contexte, les femmes occupent une position particulièrement vulnérable. En effet, comme le montrent Doka et Monimart (2004)⁽¹³⁾ le processus d'exclusion des femmes correspond dans les faits à une nécessité de réajuster ou de rechercher un équilibre social entre la ressource et les bénéficiaires potentiels. Leur étude menée dans le Département de Maradi montre que lorsque la ressource foncière est abondante, les femmes accèdent à la terre et jouissent de leur héritage foncier. Mais dès que la ressource commence à manquer le réajustement se fait à leur détriment car dans la plupart des cas elles perdent le droit de jouir de l'héritage foncier. Ce phénomène s'est accentué depuis la sécheresse de 1984, avec la dislocation de l'unité d'exploitation et de consommation pour partager les risques liés à la production, où les femmes ont progressivement perdu l'accès à l'héritage avec l'application des coutumes (ou coutumes islamisées). Aujourd'hui ce processus d'exclusion a atteint un tel niveau que les auteurs se demandent si l'agriculture n'est pas en train de se déféminiser avec toutes les conséquences sur le renforcement de la paupérisation des femmes du fait de la perte progressive de moyens économiques propres.

C'est pourquoi, pour lutter effectivement contre la pauvreté, le gouvernement nigérien doit renforcer les mécanismes de protection des groupes les plus vulnérables. Des efforts importants ont été mis en œuvre dans le cadre du Code Rural en créant les conditions pour une reconnaissance légale des droits. Toutefois, il est important de veiller à ce que l'essentiel des ressources foncières ne soient accaparées par les aristocraties foncières locales et les nouveaux intérêts privés. Au Niger, étant donné le rôle que joue l'élevage dans l'économie du pays, et la précarité des droits fonciers des éleveurs, il est important que la sécurisation des droits de ces groupes soit au centre de tout programme de lutte contre la pauvreté. On doit surtout être attentif aux risques que les discours actuels en Afrique de l'Ouest sur la modernisation de l'agriculture et les nécessaires réformes des régimes fonciers qui doivent l'accompagner, peuvent avoir sur les petits producteurs pauvres. Ces discours bâtis sur la conception selon laquelle c'est à travers la promotion de l'agrobusiness que l'on pourra résoudre les problèmes d'autosuffisance alimentaire s'accompagnent souvent de mesures consistant en l'installation de nouveaux acteurs.

C'est ce qui est arrivé en 1984 avec l'opération Ainoma (retour à la terre en Haoussa). Une évaluation

conduite récemment (Démocratie 2000, 2004) a révélé que le rapport des superficies détenues par les allochtones par rapport à celles des autochtones est de l'ordre de 3,2 avec cependant un taux d'exploitation assez faible de l'ordre de 49%. Mais globalement, la faible performance de ces types d'exploitations se manifeste à travers une baisse généralisée des productions des cultures céréalières ; une dégradation accélérée de l'environnement ; une baisse de productivité des sols (baisse de la fertilité) ; une faiblesse de l'investissement dans les équipements, matériels et intrants agricoles ; des rapports conflictuels entre acteurs (notamment entre agriculteurs et éleveurs). (Cf. tableau 9).

Garantir l'accès aux marchés pour les plus pauvres

La mise en place d'institutions rurales performantes capables de créer les conditions pour l'accès aux marchés, au crédit et aux intrants et pouvant garantir des prix rémunérateurs et stables doit être au centre de toute politique de lutte contre la pauvreté. On se rend compte que ces institutions rurales restent assez faibles, certaines raisons tenant de contraintes objectives (taille du territoire, faiblesse des ressources nationales, etc.). Mais la question de l'accès aux marchés ne peut être dissociée de la lutte pour un commerce international plus équitable, une suppression, sinon un allègement de la dette qui étouffe les économies des pays pauvres, une redéfinition des règles qui guident l'aide internationale, mais également la promotion d'un commerce intra régional plus poussé.

Mise en œuvre locale des OMD en les articulant à la décentralisation

Les différents acteurs interrogés sont unanimes à reconnaître le faible ancrage des processus de planification pour l'atteinte des OMD avec les dynamiques locales. Or les principaux groupes en situation de pauvreté chronique ou de vulnérabilité, se trouvent en milieu rural. Leur implication dans ces nouveaux cadres stratégiques s'avère par conséquent indispensable. Pour ce faire, il est essentiel que le gouvernement nigérien, en relation avec les partenaires au développement mette en place des stratégies pour une articulation des stratégies locales avec les OMD dont le DSRP constitue un des mécanismes de mise en œuvre opérationnelle. Une telle option permettra de donner une orientation plus marquée pour la lutte contre la pauvreté aux différents projets et programmes mis en place au niveau local. En mettant également un système de suivi dont les

(13) Doka, Marthe et Marie Monimart (2004) Pression foncière et nouvelles normes d'accès à la terre : vers une déféminisation de l'agriculture au sud Niger ? IIED.

Tableau 9 : Niveau de contrôle social sur le foncier⁽¹⁴⁾

Différents niveaux	Indicateurs	Situation des hommes	Situation des femmes
Absence de contrôle sur le foncier	Existence de terres libres	Droit de hache et héritage	Droit de hache et héritage avec jouissance
Début de contrôle sur la terre au niveau des familles	Pas de terres libres, mais terres réservées non exploitées	Héritage	Héritage avec jouissance
Contrôle sur la terre au niveau des exploitations familiales (moins de ventes à une personne extérieure)	Pas de terres libres, pratique de la jachère	Héritage	Héritage mais terres restent dans la famille, et pas de jouissance ; prêt de <i>gamana</i> par 'poux
Dislocation de l'exploitation familiale avec un partage intra-ménage des risques liés à la production	Moins de jachère, et recours aux prêts	Héritage et prêts	Application coutume, pas d'héritage, <i>gamana</i> plus petits ; recherche d'autres alternatives comme prêt, achat
Partage de responsabilité alimentaire/saison	Pas de jachère, moins de prêts	Héritage, location, gage et prêts	<i>Gamana</i> seulement et début de réclamation de l'héritage selon l'islam
Gestion commune de la pénurie	Petits <i>gandu</i> qui ne peuvent être morcelés	Héritage, location et gage (rares et plus sécurisants) et claustration de champ	Pas de <i>gamana</i> et seulement réclamation de l'héritage selon l'islam

Source : Doka et Monimart (2004)

indicateurs sont articulés avec les OMD, l'allocation des ressources en faveur des secteurs et groupes pauvres prioritaires en sera facilitée. On donnera également les moyens aux groupes vulnérables d'avoir leur mot à dire sur le degré de pertinence et d'efficacité des réponses qui sont apportées à leurs problèmes. Le contexte est particulièrement favorable avec la mise en oeuvre de la décentralisation en milieu

rural avec des gouvernements locaux dont il faudra certainement renforcer les capacités pour les rendre transparentes, inclusives et responsables. Avec leur mise en place, les ressources déployées par l'Etat, les bailleurs de fonds ou levées localement pourraient être d'un grand apport pour le financement de programmes de développement local de lutte contre la pauvreté.

VI. Axes de recherche et/ou de plaidoyer

La présente analyse, essentiellement basée sur une revue de la littérature existante appuyée par des études ponctuelles de terrain, avait surtout pour objectifs de fournir une vue d'ensemble sur la pauvreté au Niger, ses causes ainsi que les réponses politiques et communautaires. Elle devrait également permettre d'identifier des axes de réflexion critique qui devront faire l'objet d'une étude plus approfondie et sur une période plus longue afin de combler le gap créé par une absence de données longitudinales sur la pauvreté au Niger. Toutefois, toute recherche

complémentaire sur la pauvreté au Niger doit prendre en compte un certain nombre de considérations. En effet, les interprétations contradictoires de la dernière crise alimentaire (amplitude, sévérité, etc.) par les

(14) **Gamana** : parcelle de terre affectée par le chef d'exploitation aux autres membres émancipés de la famille. **Gandu** : parcelle principale différente des parcelles individuelles et destinée à la production alimentaire pour tout le ménage. Elle est gérée par le chef d'exploitation et tous les membres de l'exploitation y travaillent.

différents acteurs ont eu des ramifications même sur la manière dont la pauvreté est perçue au Niger de sorte que aujourd'hui, le discours officiel préfère l'usage du terme "groupes vulnérables" à la place de "groupes pauvres". Or, s'accorder sur le sens des éléments qui structurent le travail de recherche est un préalable pour créer les conditions d'un dialogue entre les chercheurs et les décideurs. C'est pourquoi, dans le cadre de la suite à donner au programme au Niger la priorité devrait être donnée aux axes suivants :

6.1. Mettre en place une étude pilote pour mettre en exergue l'articulation entre la vulnérabilité et la pauvreté chronique. La plupart des projets et programmes travaillant avec les communautés à la base au Niger, prennent la lutte contre la vulnérabilité comme l'axe central de leur intervention. Mais les facteurs sur lesquels ils agissent ne constituent qu'une partie de ceux qui sont à la base de la pauvreté chronique. Il serait par conséquent intéressant d'étudier l'impact de tels programmes sur la pauvreté chronique. Cette étude pourrait être menée dans une ou plusieurs des zones considérées comme les plus vulnérables et où des études ont déjà été menées (par exemple les études de CARE International) afin de générer des données de panel qui permettraient une meilleure compréhension de la dynamique de la pauvreté et de l'articulation entre vulnérabilité et pauvreté. Un partenariat avec CARE International ou toute autre structure ayant mené des études similaires afin de voir comment les résultats de recherche pourraient aider à mieux structurer les programmes de développement et mieux orienter les actions prioritairement vers la prise en charge des besoins des groupes vivant dans une situation de pauvreté chronique.

6.2. Recherche et dialogue politique sur la mise en place d'un système de sécurité social adapté. L'existence de filets de sécurité sûrs en période de crise constitue un facteur important pour réduire les effets sur les groupes les plus vulnérables tels que les populations sans terres, les femmes, les enfants, les populations vivant dans les banlieues urbaines etc. Jusqu'à présent les mécanismes de protection sociale

existant s'appuient essentiellement sur les réseaux de solidarité, mais ceux-ci ont tendance à s'essouffler avec la récurrence des crises, leur sévérité et leur durée. De son côté, l'Etat adopte une position plus réactive que proactive dans la gestion des crises alimentaires. Or, de tels mécanismes ne s'attaquent pas aux causes profondes de la vulnérabilité et de la pauvreté. C'est la raison pour laquelle il s'avère indispensable de réfléchir sur la mise en place d'un mécanisme de sécurité sociale dont l'objectif est de doter les populations de façon générale et les groupes les plus vulnérables en particulier, de conditions leur permettant de faire face aux crises lorsqu'elles surviennent, mais également de pouvoir bénéficier d'un appui en période normale. Un tel système leur permettrait de faire face plus facilement aux besoins sociaux liés à la santé, à l'éducation, mais également aux risques liés à la vieillesse, aux catastrophes naturelles, aux politiques macroéconomiques telles une baisse drastique de cours des prix agricoles, etc. Un tel système est d'autant plus opportun que les groupes en situation de pauvreté chronique sont ceux qui ont le moins accès aux services de base. Mais dans un pays comme le Niger où les ressources sont rares, il faut beaucoup d'imagination pour inventer un système de protection sociale adapté.

Une étude plus détaillée devrait permettre de mieux évaluer les opportunités et les contraintes, d'analyser les articulations possibles entre les systèmes qui existent et qui sont basés sur des solidarités familiales ou claniques et un système plus formel, d'identifier les besoins prioritaires à prendre en charge, de réfléchir sur le montage institutionnel à envisager, en prenant en compte la nécessité d'une bonne participation des principaux acteurs concernés. Cette étude devra également permettre de mieux comprendre le rôle que le secteur informel pourrait jouer dans la mise en place d'un tel système de sécurité sociale.

6.3. Documenter les bonnes pratiques de lutte contre la pauvreté développées à l'échelle communautaire et réfléchir sur des mécanismes à mettre en place pour que ces bonnes pratiques informent les politiques et soient institutionnalisées.

Conclusion

Cette revue a montré le caractère multidimensionnel de la pauvreté au Niger mais également et surtout la diversité des stratégies développées par les populations pour faire face. De façon générale, les définitions conventionnelles et la perception des populations font rarement référence à la notion de pauvreté chronique, mais renvoient davantage au degré de sévérité de la pauvreté. Cependant la

nécessité de différencier la pauvreté extrême et la pauvreté chronique est importante et découle du fait que celle-ci peut avoir des implications importantes sur le choix des politiques et programmes à mettre en place pour lutter contre la pauvreté.

Toutefois, l'identification des couches dans une situation de pauvreté chronique est assez complexe et

nécessite un dispositif d'observation longitudinal qui fait actuellement défaut. Combien de personnes sont sorties de la pauvreté chronique et combien de personnes se sont appauvries ? A quelles catégories socioprofessionnelles ou à quelles zones géographiques appartiennent-elles ? Au Niger, comme la plupart des autres pays de la sous-région, les données disponibles ne permettent pas d'avoir une vision claire de la dynamique de la pauvreté. Or mieux comprendre la dynamique de la pauvreté au Niger peut beaucoup renseigner sur l'efficacité des politiques et des stratégies développées par les populations pour faire face à la pauvreté chronique

D'ailleurs les faiblesses notées dans le ciblage des groupes chroniquement pauvres dans les DSRP et autres programmes de lutte contre la pauvreté découle en grande partie de ce vide et conduit plusieurs acteurs à utiliser des critères relatifs à la vulnérabilité pour bâtir leurs programmes d'intervention même si dans un pays comme le Niger, il est très difficile de dissocier la vulnérabilité et la pauvreté car la plupart des communautés considérées comme vulnérables

vivent déjà dans une situation de pauvreté extrême d'autant plus que certains facteurs de vulnérabilité (risque climatique, attaque des déprédateurs, crise alimentaire, etc.) sont quasi structurels au Niger.

Dans l'analyse des causes de la pauvreté, on se rend compte que l'identification des facteurs déterminants est fortement influencée par la situation de crise alimentaire endémique que vivent les populations. Alors que les réponses politiques à la pauvreté souffrent d'un manque d'efficacité du fait d'une compréhension insuffisante de la dynamique de la pauvreté, les réponses communautaires essaient de s'adapter à son caractère même si on gagnerait à mieux explorer l'impact des changements de comportement observés en période de crise sur la viabilité à long terme des filets de sécurité (sociale) et communautaire dont les pauvres chroniques ont toujours su bénéficier. Enfin, la question de la transmission intergénérationnelle de la pauvreté mérite d'être mieux prise en compte dans les recherches futures afin d'identifier les leviers sur lesquels agir pour interrompre ce mécanisme.

PARTENAIRES DU PROGRAMME AFRIQUE DE L'OUEST**Coordination régionale****IED Afrique**

Villa 24, Sacré Cœur 3
BP 5579
Dakar Fann (Sénégal)
Tél. : +221 33 86710 58 Fax : +221 33 86710 59
Contact : Bara GUEYE
E.mail : iiedsen@orange.sn
Website : www.iedafrique.org

Point focal Sénégal**Laboratoire Paupérisation et Transformations****Sociales**

IFAN, Université Cheikh Anta Diop
BP 206
Dakar Fann (Sénégal)
Tél. : +221 33 825 92 32 ou +221 33 825 96 14
Fax : +221 33 825 92 13
Contact : Abdou Salam FALL
Email : asfall@refer.sn

Point focal Burkina Faso**CEDRES****Unité de Formation et de Recherche****Faculté des Sciences Economiques et de Gestion**

03 BP 7164, Ouagadougou (Burkina Faso)
Tél. : +226 311 967
Fax : +226 312 686
Contact : Claude Wetta
Email : wettaclaude05@yahoo.fr

Point focal Niger**Réseau MARP**

BP 12003
Niamey (Niger)
Tél. : + 227 20 73 44 73 ou +227 96 99 51 81
Contact : Seyni HAMA
Email : hamarp@intnet.ne

Point Focal Bénin**CEBEDES/University d'Abomey-Calavi**

02 BP 778
Gbégamey Cotonou (Bénin)
Tél: + 229 30 41 39
Fax: + 229 30 02 76
Contact : Roch Mongbo
Email : rmongbo@intnet.bj
Site web: <http://cebedes.org>

Point focal Ghana**Ms. Abena D. Oduro**

Department of Economics
P.O. Box 57
University of Ghana
Legon
(Ghana)
Tél. +233 21 50 14 85
Fax +233 21 50 14 86